

# Serge Nicolas Kazadi Nzuzi précise le fond de sa pensée

Lire interview en page 12.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1630 | LUNDI 24 FÉVRIER 2025 | 20 PAGES €7 \$8

# Guerre Le Rwanda est cité par le Conseil de sécurité

## Un uppercut diplomatique

## congolais porté contre le régime rwandais

**L**e Rwanda est en pleurs. La saison aura été des plus rudes. Le régime qui avait tant investi à l'international pour son image est à quasi arrêt. À New York, vendredi 21 février, au terme de la quatrième réunion d'urgence tenue en moins d'un mois sur la seule guerre rwandaise menée au Congo, pour la

première fois, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a cité directement le Rwanda, a condamné fermement le régime rwandais pour son soutien aux rebelles du M23 qui continue son avancée dans les Kivu. La résolution 2773 (2025) adoptée à l'unanimité vendredi 21 février dans l'après-midi « condamne fermement l'offensive et l'avancée en cours du M23 au Nord-

Kivu et au Sud-Kivu avec le soutien des forces de défense rwandaises », les RDF qui ont déployé avec au moins 4.000 soldats dans les Kivu. Le texte, rédigé par la France, porte-plume permanent sur le dossier congolais, réclame le retrait du M23 des territoires dont il a pris le contrôle, notamment les deux plus grandes villes de l'Est, Goma et Bukavu, appelle « les forces armées

rwandaises à cesser leur soutien au M23 et à immédiatement se retirer du territoire congolais, sans préconditions ». Un vrai coup de fouet. Invité à participer à la réunion du Conseil, le représentant du Rwanda a dit prendre note de la résolution et a évoqué « des pressions regrettables exercées sur les pays africains siégeant au Conseil ». À Bruxelles, l'ambassadeur rwandais

a été convoqué le même vendredi par les services de la cheffe de la diplomatie européenne alors que l'UE, l'Union Européenne n'a pas encore affiché son unité sur la guerre au Congo. L'UE a demandé au gouvernement rwandais « de retirer toutes les troupes présentes sur le territoire congolais et de cesser de soutenir le

(suite en page 2).



# Le front extérieur s'est mis à bouger



De haut en bas, de g. à dr., le Président américain Donald Trump, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le Secrétaire d'État américain Marco Antonio Rubio, le Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, au Commonwealth et au Développement David Lindon Lammy, le Vice-Premier ministre belge en charge des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au Développement Maxime Prévot, le Premier ministre belge Bart De Wever face au Roi des Belges. DR.

(suite de la page 1).

**M23 ou tout autre groupe armé» au Congo. «Un message sans détour intimé à l'ambassadeur rwandais à Bruxelles par le service diplomatique européen», écrit Rfi sur son site.**

**À Berlin, la veille jeudi 20 février, l'ambassadeur rwandais avait été convoqué en condamnant «fermement la violation du droit international» que constitue la présence des troupes rwandaises au Congo. La conjonction de ces deux événements montre que les 27 ont désormais une posture commune alors que jusqu'ici la proposition de la Belgique, l'ancienne puissance coloniale du Congo et du Rwanda, d'édicter des sanctions contre le Rwanda**



**avait suscité des réticences. Kigali a essayé d'isoler la Belgique de ses partenaires européens, mais le coup a échoué.**

**L'ALERTE BIEN PERÇUE.** Désormais, les autres donateurs d'aide au développement réfléchissent à l'utiliser comme «levier», rapporte un diplomate européen. La Suède, l'Allemagne et les Pays-Bas sont cités, selon Rfi. Dans

le même temps, les ambassadeurs des 27 à Bruxelles préparent des sanctions individuelles proposées par la France et la Belgique, envisagent une suspension du dialogue politique et de sécurité, voire des restrictions à l'accord UE-Rwanda sur les matières premières que pille au Congo le régime rwandais, en les exportant depuis le Rwanda. Vendredi 21 février, la résolution votée à l'unanimité par les

membres du Conseil de sécurité met en garde contre toutes attaques contre le personnel de l'ONU au Congo, appelle le Congo et le Rwanda à reprendre le dialogue pour une paix durable. Le représentant congolais s'est félicité de l'adoption de cette résolution tout en regrettant que le Conseil ait mis autant de temps à agir. Une précédente réunion le 19 février, convoquée en ur-



gence, n'avait donné lieu à aucun vote malgré trois heures de discussions. La résolution votée vendredi ne prévoit pas de sanctions mais l'alerte est désormais bien perçue à Kigali. Les États-Unis sont passés à la vitesse supérieure. Washington a annoncé jeudi 20 février des sanctions financières contre le ministre de l'Intégration Régionale rwandais, James Kabarebe, accusé d'«orchestrer le soutien» du Rwanda au

M23. M. Kabarebe est une « personnalité politique et militaire de premier plan qui a joué un rôle essentiel dans les conflits au Congo ces trois dernières décennies », souligne, dans un communiqué, le Trésor américain. Le porte-parole politique du M23, Lawrence Kanyuka, qui détient une société enregistrée au Royaume-Uni et une autre en France, a aussi été sanctionné par le Trésor américain. Les sanctions entraînent le

gel des avoirs détenus directement ou indirectement par les entreprises visées aux États-Unis, ainsi que l'interdiction pour des entreprises établies aux États-Unis ou des citoyens américains de commercer avec les cibles des sanctions sous peine d'être sanctionnés à leur tour. Elles viennent aussi, de fait, compliquer les échanges commerciaux des entreprises sous sanctions en limitant leur possibilité d'utiliser le dollar (suite en page 3).

# Le front extérieur s'est mis à bouger

(suite de la page 2).

dans leurs transactions, au risque de tomber sous juridiction américaine. Mais ces sanctions individuelles n'auront aucun effet sur la politique du Rwanda sauf l'arrêt des aides bilatérales ou multilatérales dont a besoin l'économie rwandaise qui tourne avec un budget financé à plus de 50 % d'aides extérieures. « Les États-Unis appellent les responsables rwandais à mettre fin à leur soutien au M23 » et à « respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du Congo », écrit le Département d'État américain dans un communiqué distinct.

Arrivé vendredi 21 février à Kinshasa, le Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, au Commonwealth et au Développement, David Lindon Lammy a rencontré le même jour dans la soirée le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo avec qui il a eu un entretien de près de deux heures, écrit le compte X (ex-Twitter) de la présidence congolaise @Presidence\_RDC.

## LE ROYAUME-UNI AUX CÔTÉS DU CONGO.

« Le Chef de l'Etat et son hôte ont passé en revue la situation sécuritaire et humanitaire dramatique dans l'Est du Congo. M. David Lammy venu exprimer (au Président de la République) tout le soutien diplomatique que son pays apporte au Congo au moment où le Rwanda envahit les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, a réitéré la position ferme du Royaume-Uni et se dit prêt à appuyer sur tous les leviers diplomatiques en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour veiller à l'application effective des engagements pris par toutes les parties au dernier sommet de Dar es Salam. En



Le Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, Commonwealth, Développement, David Lindon Lammy a eu vendredi 21 février dans la soirée un entretien de près de deux heures avec le Président de la République Félix Tshisekedi. DR.

cas de non-respect, le Royaume-Uni n'exclut pas d'aller jusqu'aux sanctions contre le Rwanda». « Pour sa part, le Président Tshisekedi a remercié son interlocuteur pour le plaidoyer en faveur du respect de la Charte des Nations Unies. Il a fait savoir que son pays, la RDC, a toujours privilégié la voie diplomatique pour une paix durable. C'est pourquoi, il reste favorable à une résolution du conflit par le dialogue dans le seul cadre des Processus de Luanda et Nairobi mixés. Devant le drame humanitaire et en réponse à la sollicitation du Président de la République, la Grande-Bretagne promet une aide substantielle aux populations meurtries et contraintes à l'errance par les forces d'occupation », poursuit le texte. Vendredi 21 février, lors de sa quatrième réunion d'urgence, le Conseil de Sécurité a en effet engagé vivement le Congo et le Rwanda à reprendre d'urgence et sans conditions préa-

lables les pourparlers diplomatiques afin de parvenir à un règlement durable et pacifique du conflit. Il a réaffirmé à cet égard le rôle essentiel que jouent les processus de Luanda et de Nairobi et plaide pour leur harmonisation. Jusqu'à ce 21 février, le Conseil s'était contenté de dénoncer les violations de l'intégrité territoriale du Congo, sans nommer le Rwanda. Mais de plus en plus de ses membres dénonçaient publiquement Kigali, à l'exception des membres africains du Conseil qui ont finalement soutenu la résolution. Le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, a appelé, vendredi, à un « cessez-le-feu immédiat » lors d'un appel téléphonique avec le président kényan William Ruto. Le Rwanda continue de nier de soutenir le M23 et affirme se défendre contre des miliciens hutus qui combattent aux côtés de l'armée congolaise. Après s'être emparé le dimanche 26 janvier de la grande ville

de Goma, province du Nord-Kivu le M23, qui a repris les armes en 2021 dans les Kivu en proie à des conflits depuis trois décennies, a pris dimanche 16 février la ville de Bukavu, province du Sud-Kivu sans rencontrer de fortes résistances. Par la résolution 2773 (2025), le Conseil de Sécurité a décidé que le M23 doit se retirer de Goma, de Bukavu et de toutes les zones contrôlées, et démanteler dans leur intégralité les administrations parallèles illégitimes mises en place sur le territoire congolais. Il demande également à la Force de défense rwandaise de cesser de soutenir le M23 et de se retirer immédiatement du territoire du Congo, sans conditions préalables. Tout en exprimant son appui aux efforts déployés par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine ainsi que par la Communauté de l'Afrique de l'Est, CAE, et la Commu-

nauté de développement de l'Afrique australe, SADC, pour faire cesser les combats, le Conseil a demandé à ces entités de collaborer étroitement avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation au Congo, Monusco, concernant l'application du cessez-le-feu. Condamnant par ailleurs l'appui apporté par les forces militaires de la RDC à certains groupes armés, en particulier les Forces démocratiques de libération du Rwanda, FDLR, le Conseil demande qu'il y soit mis fin et que les engagements visant à neutraliser ce groupe soient honorés d'urgence. En outre, il exprime sa volonté d'envisager de nouvelles sanctions contre les personnes qui contribuent à la poursuite du conflit dans l'est du Congo. Le Conseil demande à toutes les parties d'ouvrir d'urgence des couloirs humanitaires temporaires dans le Nord et le Sud-Kivu pour permettre le réapprovisionnement en articles essentiels et la circulation sans

entrave et en toute sécurité des civils, notamment des travailleurs humanitaires. À cette fin, il exige que l'aéroport de Goma soit rouvert immédiatement et que l'aéroport de Kavumu à Bukavu et les points de passage frontaliers restent ouverts pour permettre le passage volontaire et en toute sécurité des civils. Enfin, s'agissant de l'exploitation et du commerce illicites des ressources naturelles à l'Est, la résolution invite à redoubler d'efforts pour restreindre l'étiquetage illégal et garantir la transparence et la traçabilité des exportations de minerais. « Ce que vous venez de faire aujourd'hui, c'est ce que nous étions en droit d'attendre du Conseil de sécurité depuis le 26 janvier dernier », a réagi la délégation congolaise, non sans regretter qu'il ait fallu plus de trois semaines à l'organe pour « réunir l'unanimité ». Dans l'intervalle, la paralysie momentanée du Conseil a «

laissé libre cours à la poursuite de l'occupation illégale de territoires du Congo par le Rwanda et ses supplétifs du M23 », a-t-elle déploré en rappelant le coût humain payé par la population congolaise. La délégation congolaise a cependant remercié tous les membres du Conseil, notamment les A3 (Algérie, Sierra Leone et Somalie) « sans lesquels la résolution n'aurait pu être adoptée par consensus », avant d'appeler à une mise en œuvre du texte sans délai pour stopper cette « aventure militaire ». Le Rwanda a pris note du vote du Conseil, tout en dénonçant l'intimidation exercée sur les « voix africaines » au sein de l'organe. Condamnant cette pratique, il a dit y déceler la croyance du Congo selon laquelle « une solution à ce conflit inter-congolais viendra d'acteurs étrangers au continent », même s'ils en sont historiquement responsables. Pour

(suite en page 4).

# Ces punchlines qui font mal au Rwanda

(suite de la page 3).

la délégation rwandaise, toute action ne prenant pas en compte sérieusement les préoccupations sécuritaires du Rwanda ne permettra pas d'aboutir à une solution durable. Elle a redit que le Congo doit être tenu responsable pour avoir soutenu les FDLR et fait de cette milice génocidaire un allié de ses propres forces. De même, les doléances légitimes des Congolais parlant le kinyarwanda doivent être prises en compte car elles sont la cause profonde de l'existence du M23, réaffirmant l'attachement de son pays aux processus de Luanda et de Nairobi.

De l'avis de la France, le texte adopté « envoie un message clair : il n'y a pas d'issue militaire au conflit dans l'est de la RDC ». L'offensive du M23 soutenue par le Rwanda doit cesser, a-t-elle martelé, appelant à la conclusion d'un accord de cessez-le-feu effectif, inconditionnel et immédiat, suivie d'un retour au dialogue avec l'appui des médiations régionales. Pour cela, « les forces rwandaises doivent se retirer sans délai du territoire congolais » et la Monusco doit pouvoir mettre en œuvre son mandat pour le bien des populations civiles sans être entravée dans ses actions et sa liberté de mouvement, a ajouté la délégation porte-plume, selon laquelle une solution politique durable suppose aussi le démantèlement des FDLR.

Sur la même ligne, le Royaume-Uni a exhorté les parties à respecter les dispositions de ce texte adopté par consensus, faute de quoi le Conseil devrait « envisager d'autres mesures ». Voyant dans cette résolution une première étape vers la reddition de comptes, les États-Unis ont rappelé que, cette semaine, leur gouvernement a imposé des sanctions à M. James Kabarebe, ministre rwandais chargé de l'Intégration Régionale, et à



Avant la prise de Bukavu par le M23 soutenu par l'armée rwandaise, les habitants sont descendus massivement dans la rue pour manifester contre l'ingérence étrangère dans l'exploitation minière et l'extraction des minerais de la région. UN.

M. Lawrence Kanyuka Kingston, porte-parole du groupe armé M23, ainsi qu'à deux des entreprises que ce dernier contrôle. Dans cet élan, la délégation américaine a invité les membres du Conseil à envisager l'inscription de nouvelles personnes sur la liste du Comité mis en place par la résolution 1533 (2004). Pour régler ce conflit, les FDR doit aller à la table des négociations et décider avec le Congo de régler toutes les divergences, a plaidé la Fédération de Russie. « Dans le cas contraire, la région connaîtra à nouveau une effusion de sang », a-t-elle prévenu, tandis que la Chine appelait le Conseil à soutenir activement les processus régionaux afin de créer des synergies avec les médiations en cours. Cette position a été partagée par les trois membres africains du Conseil (A3). « S'il est difficile de parler avec ses ennemis, c'est pourtant avec eux que la paix se négocie », a argué la Sierra Leone, convaincue que seul le dialogue permettra de stabiliser la situation. Même son de cloche de la part de la Somalie, selon laquelle « l'expérience a enseigné que faire taire les armes en Afrique découle du dialogue et non pas du fait de pointer du

doigt un quelconque coupable ». Il faut pour cela traiter les causes profondes du conflit et appuyer les initiatives régionales, a-t-elle préconisé, soutenue par l'Algérie, pour qui la récente fusion des processus de Luanda et de Nairobi, destinée à mieux coordonner les efforts de médiation, est conforme au principe des « solutions africaines aux conflits africains ». À son tour, l'Angola, invité à cette séance, a appelé à donner la priorité au dialogue et à la diplomatie. Pour la délégation, les événements ont redonné une impulsion aux processus de Luanda et de Nairobi face aux différents groupes armés qui sévissent dans la région, à commencer par le M23. « Une cessation des hostilités et un strict respect du cessez-le-feu par les parties sont essentiels à la création d'un climat politique propice à une solution politique dans le cadre de ces processus », a-t-elle appuyé, rejointe dans cette analyse par la Corée du Sud, le Pakistan et le Panama. Le Guyana a, lui, souhaité que la « ferme riposte » du Conseil imprime un élan positif aux efforts de la région afin d'éviter une nouvelle escalade dans ce conflit. Pointant les responsabilités respectives, il a exigé du M23 qu'il cesse son

offensive, du Rwanda qu'il retire ses forces du Congo et du Gouvernement congolais qu'il coupe tout lien avec les FDLR et de les neutralise.

## TRAFIC DES MINÉRAUX.

Les membres du Conseil condamnent en outre l'exploitation illicite et le trafic systématiques des ressources naturelles dans l'est du Congo. Ils appellent à restreindre l'étiquetage illégal et assurer la transparence et la traçabilité des exportations de minerais. À cette fin, le Conseil exhorte toutes les entreprises opérant dans le secteur minier à mettre en œuvre le Mécanisme régional de certification de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Les membres du Conseil demandent à toutes les parties d'ouvrir d'urgence des couloirs humanitaires temporaires dans le Nord- et le Sud-Kivu, notamment via l'aéroport de Goma, qui doit être rouvert, l'aéroport de Kavumu et les points de passage frontaliers. Par ailleurs, le Conseil souligne qu'aucune action visant à entraver l'aptitude de la Monusco à s'acquitter de son mandat ne sera tolérée, s'agissant notamment de la liberté de circulation de la mission à Goma. Il exige que les parties

belligérantes cessent toute hostilité contre les soldats de la paix. Le 19 février 2025, à la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité, Dorothy Shea, chargée d'affaires par intérim à la Mission des États-Unis aux Nations unies a déclaré ce qui suit : « Combien de fois devons-nous nous réunir pour discuter de ces cycles de violence prévisibles ? Depuis des mois, nous voyons le M23 et le Rwanda régulièrement ignorer les cessez-le-feu, s'emparer de territoires sous un prétexte ou un autre et nier leur intention de poursuivre toute expansion, mais le cycle se répète. Nous avons été témoins du chaos que sème le M23 et des violences brutales auxquelles il se livre contre les civils dans les rues de Masisi, de Goma et maintenant de Bukavu - le tout sous le couvert fallacieux de la « libération » ou du « rétablissement de l'ordre ». Les États-Unis condamnent fermement la prise de l'aéroport de Kavumu et de la ville de Bukavu par le M23 et les forces rwandaises. Nous réitérons notre plein soutien au peuple congolais et à la souveraineté et l'intégrité territoriale de son pays. Une fois de plus, nous demandons instamment au M23 de cesser immédiatement ses offensives et de se retirer de tous les

territoires dont il a pris le contrôle. Nous demandons instamment au Rwanda de cesser de soutenir le M23, de retirer immédiatement ses forces de la RDC et de demander des comptes à ceux qui commettent des atteintes aux droits de l'homme et des violations de ces droits. Nous disposons à présent de rapports confirmés du Haut Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme, HCDH, faisant état d'exécutions sommaires d'enfants aux mains du M23 à Bukavu, parmi d'autres atteintes graves aux droits de l'homme. Nous condamnons ces abus, qui ne sauraient rester impunis. Qui plus est, ce conflit a exacerbé l'exploitation et le trafic dans le secteur minier de l'est de la RDC, et de nombreux éléments montrent que les minerais dits 3T sont introduits en contrebande dans les chaînes d'approvisionnement internationales, y compris à travers les pays voisins. Nous demandons instamment l'arrêt immédiat de l'approvisionnement en minerais provenant des zones contrôlées par le M23, en particulier celles identifiées comme « zones rouges » par le gouvernement de la RDC. Il est plus que temps que ce Conseil, l'ONU et la

communauté internationale apportent une réponse forte et sans ambiguïté aux actions du M23 et du Rwanda qui compromettent les perspectives de paix et entraînent la région plus près d'une guerre totale. Nous soutenons pleinement l'appel lancé par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA pour une reprise immédiate des négociations et du dialogue avec toutes les parties étatiques et non étatiques, militaires et non militaires, y compris le M23, dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi. Une pression intense et soutenue s'impose maintenant pour obliger le Rwanda à reprendre les négociations dans le cadre du processus de Luanda sous la houlette de l'Angola et à travailler de bonne foi à une résolution diplomatique du conflit dans l'est de la RDC. Les États-Unis sont prêts à travailler avec les membres du Conseil sur les propositions de sanctions au sein du Comité 1533 et nous exhortons les membres du Conseil à prendre des mesures urgentes. En outre, nous restons prêts à utiliser tous les outils à notre disposition pour tenir responsables ceux qui soutiennent le conflit armé, l'instabilité et l'insécurité en RDC ».

avec AGENCES ■

# Le Rwanda a tenté d'isoler la Belgique mais a échoué

**A**ucun doute. À l'extérieur du pays, les lignes se sont mises à bouger. Le régime rwandais est de plus en plus montré du doigt avec fermeté et détermination. Mais attention, au Congo et au Rwanda seul de rectifier le tir aujourd'hui plus que jamais, de réorganiser ses forces armées, de les monter en puissance (elles seules feront gagner le Congo). S'il faut aujourd'hui et désormais penser plus que jamais

d'abord Congo, il faut savoir que face à la guerre injuste que livre le Rwanda à notre pays, face à la situation sur le terrain, seule la diplomatie aiderait à sauver ce qui reste à sauver. Mais qui ne sait que la diplomatie est un jeu d'intérêts? Une amitié peut s'arrêter à tout moment, seuls les intérêts restent éternels. Tu m'as donné quoi pour que je te donne quoi? Quels liens lient le Congo à certaines puissances financières tapies au sein du Conseil

de sécurité des Nations Unies comme membres permanents du Conseil de sécurité? Quelles démarches menées avec efficacité dans certains couloirs? Troisième réunion en un mois du Conseil de sécurité, aucune résolution n'a pu être annoncée! À l'Union Européenne, malgré le vote massif au Parlement européen, aucune résolution n'a, à ce jour, été prise. Cela n'empêche! Certains pays ont ouvert le bal anti-rwandais. Les

États-Unis en tête ont annoncé jeudi 20 février des sanctions contre deux personnalités fortes, des RDF et du M23. Ce n'est qu'un début. L'Allemagne, la première puissance économique européenne, avait déjà suspendu tout contact avec le Rwanda dans le cadre des pourparlers sur une aide bilatérale. La Belgique, l'ancienne puissance coloniale du Congo et du Rwanda avait à ce point plaidé pour des sanctions contre le Rwanda qualifié

d'« agresseur » et a à ce point durci le ton, via le Vice-Premier ministre belge en charge des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au Développement Maxime Prévot annonçant le 10 février devant le Parlement belge la possibilité d'utiliser « le levier de la coopération », envisageant « la suspension des aides » que le régime de Kigali a jeté l'éponge en annonçant le 18 février 2025, la suspension de sa coopération au développement

avec l'ancienne puissance coloniale. Le Vice-Premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères a réagi en confirmant que Bruxelles était déjà en train de revoir sa coopération avec le Rwanda avant cette annonce unilatérale. Dans un communiqué, il a précisé que la Belgique réévaluait ses engagements et annoncé des mesures décisives. En 2024, la Belgique avait refusé l'accréditation d'un ambassadeur du Rwanda, Vincent

Karega, en raison de ses liens avec la répression des opposants politiques en exil. En retour, Kigali avait annoncé qu'il ne nommerait pas un autre diplomate pour ce poste, tandis que le poste d'ambassadeur belge à Kigali est également resté vacant. Un nouveau tournant dans les relations diplomatiques entre les deux pays, avec des implications potentielles sur la coopération internationale et le développement au Rwanda.

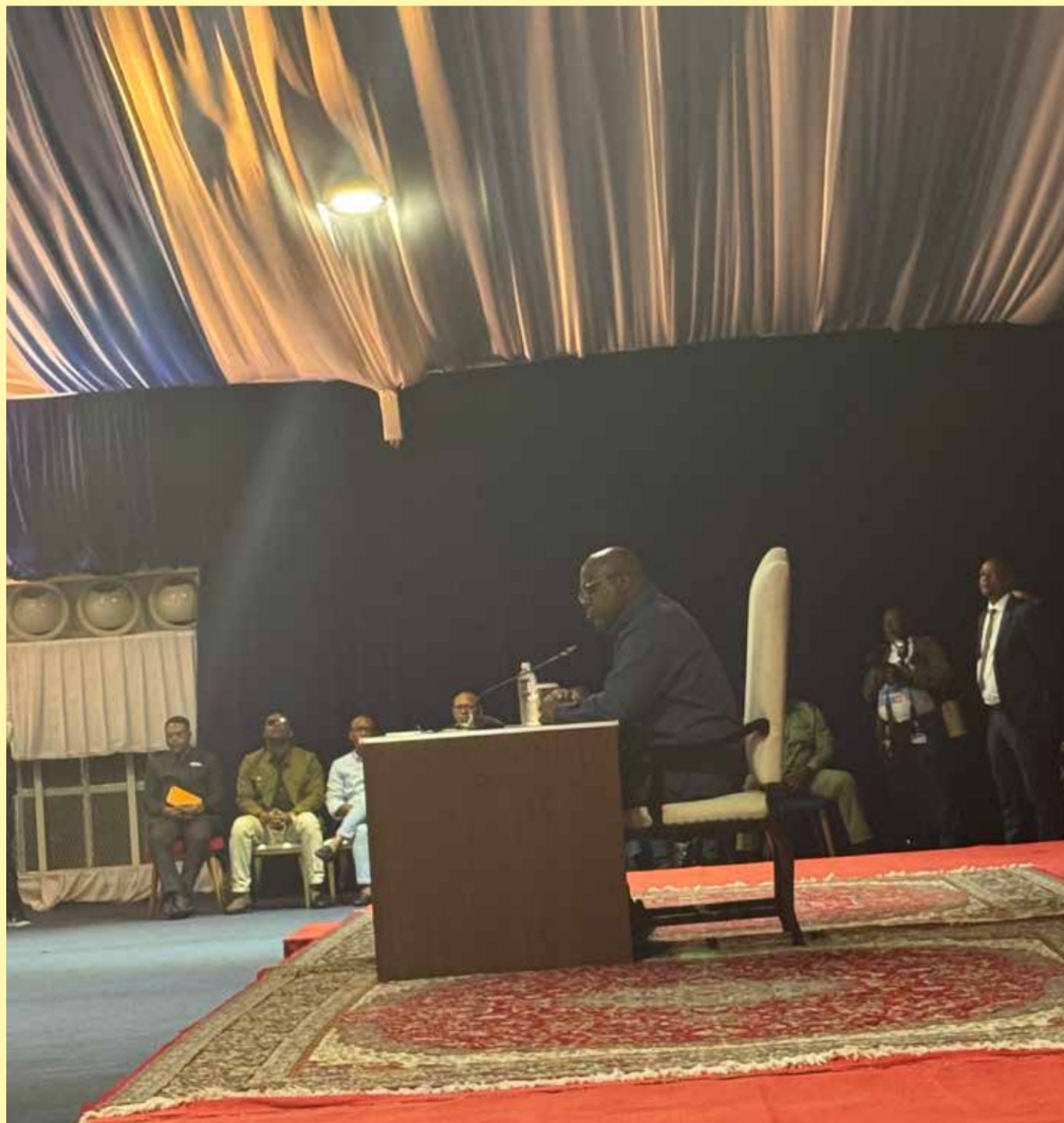
D. DADEI ■

## Un Gouvernement d'Union nationale en voie

**L**e Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a rencontré samedi 22 février, à la Cité de l'UA, les membres de la majorité parlementaire, l'Union Sacrée de la Nation, USN. Il y a lancé un appel à l'unité et à la mobilisation face aux défis sécuritaires et politiques auxquels le pays fait face. Il a annoncé des mises en place au sein de l'équipe dirigeante de l'USN, la plate-forme qui l'a fait réélire à la présidence de la République le 20 décembre 2023.

«Le Président de la République annonce aller vers un Gouvernement d'Union nationale et des changements au sein de la direction de l'Union Sacrée, a écrit la porte-parole du Président de la République, Tina Salama sur la plate-forme X (ex-Twitter) @TinaSalama2.

**CEUX DONT IL ADMIRE LA BRAVOURE.** Dans sa communication, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a salué la bravoure de quelques membres du Gouvernement Judith Suminwa Tuluka, le Vice-Premier mi-



Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, samedi 22 février, à la Cité de l'UA, face aux membres de la majorité parlementaire. DR.

nistre en charge des Transports, Voies Communication et Désenclavement Jean-Pierre Bemba Gombo, la ministre d'État aux Affaires étrangères Thérèse Kayikwamba Wagner, le ministre d'État à l'Aménagement du Territoire

Guy Loando Mboyo, le Vice-Premier Ministre chargé de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service public Jean-Pierre Lihau Ebua Kalokola Monga Libana, regrettant que d'autres n'aient

pas suivi. « Restons unis pour faire face à l'ennemi. Ne soyons pas distraits par des querelles internes, des manipulations extérieures ou des relents tribaux. Nous devons nous unir. Notre force reste des Congolais debout et déterminés », a-t-il

déclaré devant les Députés nationaux, des Sénateurs, des chefs des regroupements politiques de l'Union Sacrée, des membres du Gouvernement, insistant sur la nécessité de dépasser les divisions internes pour faire face aux menaces

extérieures. Sur le volet diplomatique, il a salué les pressions de la communauté internationale exercées sur le Rwanda, notamment la résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies, vendredi 21 février. Une résolution demande au Rwanda de cesser de soutenir les rebelles du M23 et de retirer immédiatement et « sans conditions préalables » ses troupes déployées dans l'Est du Congo en appui au groupe rebelle M23. Il a mis en garde contre tout relâchement. « Nous engrangeons certes des victoires sur le plan diplomatique mais nous devons rester vigilants et actifs. L'ennemi ne va pas lâcher et veut continuer le pillage de nos ressources. Le combat va être rude mais nous n'allons pas abandonner. Nous devons déboulonner ce système ». Si à l'Est du pays, les Forces Armées Congolaises, FARDC font face à une offensive du mouvement rebelle M23, soutenu par les RDF, Rwanda Defence Forces, l'armée rwandaise, que deux importantes villes, Goma et Bukavu, sont sous occupation rebelle, il a rendu hommage aux forces armées congolaises. « Sur le front militaire, je rends un vibrant hommage à nos soldats. Je suis fier d'eux même si nous avons perdu des

batailles. Ils ont donné leurs vies. Nous faisons face à des trahisons internes mais nous allons monter une armée professionnelle et suffisamment prise en charge. Le Président a appelé à une mobilisation générale pour défendre la patrie. « Nos agresseurs ne sont pas plus forts que nous. Mobilisons-nous ! Défendons la patrie. Mettons-nous ensemble pour faire face à l'ennemi », a-t-il conclu. Une réunion dans un contexte de guerre à l'Est du pays qui vient de pousser en deux semaines quelque 42.000 personnes, en majorité des femmes et des enfants, à trouver refuge au Burundi voisin, a fait savoir, vendredi 21 février, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, HCR, soulignant un afflux « inédit depuis vingt-cinq ans ». Environ 15.000 personnes ont en outre fui depuis janvier vers d'autres pays frontaliers, dont plus de 13.000 en Ouganda, d'après l'agence onusienne. Le HCR s'attend à voir l'afflux vers le Burundi croître encore à mesure que le M23 se rapproche d'Uvira, ville à la pointe nord-ouest du lac Tanganyika et face à Bujumbura, capitale économique burundaise.

ALUNGA MBUWA ■

# Trump

## Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

**I**l est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assentit-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

**Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale**



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

# Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

# Dans le Kwilu, l'UDPS conteste le Gouverneur a.i

**R**ien ne semble aller à Bandundu Ville entre le Gouverneur a.i du Kwilu et le leadership provincial du parti présidentiel UDPS, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social.

L'UDPS a appelé ses militants pour à manifestation pacifique

le 18 février pour exiger la suspension du Gouverneur a.i Félicien Kiway pour mauvaise gestion. Le parti présidentiel accuse le gouverneur a.i de gérer la province par défi, d'in-subordination aux instructions du Vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, sur la nomination des cadres de la territoriale, de pratiquer une politique de ré-

glement de comptes et de procéder à des révocations irrégulières des agents. « Le VPM lui a interdit à plusieurs reprises de désigner ou de nommer les animateurs au niveau des territoires, il continue à le faire. Il sème la zizanie au sein de la territoriale, en sapant les instructions du VPM. Il a mis en place une politique de règlement de comptes face aux agents qu'il a trouvés. Il révoque sans sous-bassement, il coupe les rémunérations sans motif. Nous

sollicitons sa suspension parce qu'actuellement, la province est plongée dans une situation chaotique depuis qu'il est Gouverneur intérimaire. Nous sentons qu'il y a gabegie financière et mauvaise gestion à outrance dans le chef du Gouverneur a.i. », a déclaré Giresse Mubangu, Président de la ligue des jeunes de l'UDPS pour la province du Kwilu.

## EXIGENCES.

Le parti au pouvoir exige l'organisation immédiate des élections des membres

du bureau définitif de l'Assemblée provinciale, celles des sénateurs et du Gouverneur et Vice-gouverneur du Kwilu. Au niveau du Gouvernement provincial, il est hors de question de semer la tension. Le porte-parole du Gouvernorat, Me Alpha Luma, précise que la province a ses yeux focus sur le soutien à apporter aux FARDC et aux institutions nationales face à l'agression rwandaise. Il indique qu'il ne s'agit nullement de mauvaise gestion.

D'après lui, l'UDPS-Kwilu réclamait un poste au sein de la DGRK, la Direction Générale des Recettes du Kwilu, quota qui appartient au PALU-Didier Mazenga.

« La marche pacifique est constitutionnelle. Il ne s'agit nullement de mauvaise gestion ou de gestion par défi du Gouverneur Kiway. L'UDPS a une revendication qui est sur la table du Gouverneur, liée au remplacement du Directeur Général adjoint de la DGRK, poste confié par le

Gouverneur Itsundala au PALU-Didier Mazenga. Nous ne voyons par quel miracle on peut céder ce poste à l'UDPS. Il était question qu'au retour du Gouverneur, on en parle de vive voix avec l'UDPS pour voir ce qui peut être faisable. Malheureusement, ils ont écrit au Maire pour une marche pacifique liée à l'incompétence ou à la mauvaise gestion qui n'existe que dans le chef de ceux qui réclament un poste », a poursuivi Me Alpha Luma.

avec AGENCES ■

## Mort d'un abbé à Idiofa

**U**n abbé est mort dans le Kwilu. C'est l'abbé fondateur et supérieur général de la congrégation Société de Marie Immaculée, S.M.I, du diocèse d'Idiofa, province du Kwilu, l'abbé Louis Valère Banga-Banga Adako, décédé vendredi 21 février à Mangai, à Idiofa, a annoncé samedi un communiqué du chancelier du diocèse.

« Nous avons la profonde douleur de vous annoncer le décès de Monsieur l'abbé Louis Valère Banga-Banga Adako, prêtre du diocèse d'Idiofa et fondateur de la Société de Marie Immaculée, S.M.I, décès survenu ce vendredi à Mangai, dans le territoire d'Idiofa », écrit l'abbé chancelier du diocèse, Joël Atalaky, dans le communiqué, qui présente les condoléances chrétiennes les plus attristées de Monseigneur José Moko, évêque du diocèse d'Idiofa, à toute la famille biologique de l'illustre disparu, au clergé du diocèse et à tous les frères de sa congrégation et les rassure de ses ferventes prières. Le communiqué termine par une invitation à toutes les communautés diocésaines à garder un climat de recueillement et à porter Monsieur l'abbé dans leurs prières quotidiennes, en atten-

dant le programme des funérailles qui sera communiqué ultérieurement.

L'abbé Louis Valère est né à Kibane le 11 novembre 1924, a été ordonné prêtre le 7 août 1949.

Le dimanche 3 mars 2024, en l'église St Raphaël de Limete à Kinshasa, Mgr Moko a recommandé à l'assemblée et aux chrétiens d'Idiofa dans l'ensemble, d'être des hommes et des femmes disciplinés pour espérer vivre le plus longtemps possible. C'est lors d'une homélie célébrant un heureux jubilaire et ses œuvres caritatives dans le diocèse d'Idiofa.

Il s'agit du vieux prêtre, Louis Valère Banga-Banga Adako, présenté comme un homme de foi, qui a fait vivre et répéter les paroles de Jésus-Christ à ses disciples selon lesquelles « si vous avez la foi comme une graine de moutarde, vous pouvez déplacer les montagnes ».

« La foi peut nous aider à transcender des situations difficiles. Il a une foi qui s'est traduite en services. Il a cru en Dieu et c'est pourquoi il lui a consacré toute sa vie. Il a beaucoup donné à l'Eglise. En récompense, Dieu lui a donné une longue et fructueuse vie ».

Mgr Moko s'est adressé aussi aux jeunes en leur faisant comprendre qu'il y a moyen, par le travail et la discipline, d'aller loin dans la durée, dans le milieu rural en dépit des moyens limités qu'offre la campagne.

avec AGENCES ■

**A**près le pillage de l'entreprise brassicole Bralima à Bukavu, Sud-Kivu, lors de la prise de la ville par le mouvement rebelle M23, plus de 1.000 personnes que cette entreprise emploie localement courent le risque de perdre leur emploi en cas de fail-

lite déclarée à la suite de ces actes de vandalisme.

À l'entrée des rebelles du M23 à Bukavu, des habitants ont pillé plusieurs commerces, dont les entrepôts de la Bralima. Si les pertes subies par Bralima dans cette ville sont colossales au point de la contraindre à mettre la clé sous la porte, cela aura des conséquences humaines et fiscales.

Le millier de contractants et sous-traitants confondus, qui travaillent pour Bralima, n'auront plus de revenus pour prendre en charge leurs familles. Du point de vue fiscal, en termes des recettes à caractère national, Bralima Bukavu est le plus grand contribuable de la DGI, la Direction Générale des Impôts, avec plus de 1 million de \$US par mois, de la DGDA, la Direc-

tion Générale des Douanes et Accises, avec aussi plus de 1 million \$US par mois pour les importations et accises. Elle contribue également aux recettes de la DGRAD, la Direction Générale des Recettes Administratives et Domestiques, de l'OCC, l'Office Congolais de Contrôle, et bien d'autres services étatiques fiscaux. Pour le Sud-Kivu spécifiquement, Bra-

lima-Bukavu paie environ 400.000 \$US par mois au gouvernement provincial en termes de taxe sur la consommation des produits brassicoles. Cette entreprise paie à Bukavu plus de 60 % de ses recettes à la Régideso locale, soit plus de 400 milliards de CDF, tout comme à la Snél Bukavu. Bralima serait la plus grande pourvoyeuse financière de la province du Sud-Kivu.

avec AGENCES ■

## Dans le Bandundu et le Kasai, le ministre Mwindo Nzangi inaugure des infrastructures socio-économiques

**D**es infrastructures réalisées dans le cadre du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques, PRISE et le Projet d'appui au développement de l'économie rurale, PROADER, ont été inaugurées par le ministre du Développement rural, lundi 17 et jeudi 20 février, dans grand Bandundu et le Kasai.

« Durant son séjour dans le grand Bandundu et le Kasai, le ministre d'État Muhindo

Nzangi Butondo a inauguré et inspecté plusieurs infrastructures réalisées dans le cadre des projets PRISE et PROADER, financés par la BAD, la Banque Africaine de Développement », a-t-on lu.

## DES PROJETS FINANÇÉS PAR LA BAD.

Pour les infrastructures réalisées dans le cadre du Projet PRISE, le ministre du Développement Rural a procédé à l'inauguration du marché de l'hôpital et de l'école de Katoy, avant de lancer les travaux de construction d'un système d'adduction en eau potable, l'inspection des travaux d'une

école en construction à Muked et du marché de Luange, dans le Kwilu.

Concernant les infrastructures réalisées dans le cadre du Projet PROADER, Muhindo Nzangi a inauguré des bureaux du secteur de Bukanga Lonzo, province du Kwango et Kilembe et du Centre multinational Genre de Gungu dans la province du Kwilu. Selon le ministre d'État du Développement rural Muhindo Nzangi Butondo, cette mission s'inscrit dans le cadre des directives du Président de la République, Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo visant à renforcer les infras-

tructures rurales et à améliorer le quotidien des populations les plus éloignées des centres urbains.

« Le travail est en train d'être fait, mais les défis restent nombreux. Nous sommes un gouvernement de guerriers, et nous avons choisi d'affronter les problèmes aux côtés des populations rurales », a déclaré Muhindo Nzangi Butondo.

Lors de son séjour, à en croire le communiqué, il a également inspecté la route d'intérêt agricole de Gungu, avant de promettre que les travaux de sa réhabilitation seront exécutés dans le cadre du projet Programme National du Dévelop-

pement Rural PNDA. Muhindo Nzangi Butondo a salué la rapidité et l'efficacité des travaux menés dans le cadre de ces deux projets, et souligné la nécessité d'un soutien financier accru pour étendre ces initiatives, tout en saluant cette capacité à livrer des résultats concrets en un temps record.

Face à ces avancées, le ministre d'État entend plaider auprès des bailleurs de fonds et du gouvernement de la République pour obtenir des financements supplémentaires afin de renforcer l'impact des projets actuels et en développer de nouveaux.

avec AGENCES ■



# Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba appelle à penser d'abord Congo

**L**ors d'une réunion statutaire du Conseil d'Administration de la RVA-SA, la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, a appelé ses collègues Administrateurs à penser, dans chacun de ses faits et gestes, «d'abord Congo, d'abord Patrie». «Comment ne pas dire aujourd'hui ici que l'urgence pour nous Congolais est de souligner qu'il est grand temps que nous puissions penser d'abord Congo, penser d'abord Patrie ; que nous Congolais arrêtions de penser d'abord nos poches ?».



À la réunion statutaire du Conseil d'Administration de la RVA-SA tenue le 19 février 2025, le Président du Conseil, le Prof. Tryphon Kin-kiey Mulumba a insisté sur l'urgence pour les Congolais de penser d'abord Congo dans tous les actes qu'ils posent. DR.

Ce fut mercredi 19 février 2025 dans la communication statutaire à l'ouverture de la réunion statutaire du Président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme. Une réunion du Conseil d'Administration de la RVA-SA, « la deuxième réunion statutaire depuis le début de l'année 2025, la deuxième réunion statutaire qui (se tenait) au cours du mois de février 2025, la première réunion, qui, depuis que le Conseil d'Administration de la RVA-SA dispose d'un siège à l'immeuble Jacaranda, avenue Roi Baudouin, commune de la Gombe à Kinshasa, se tient si loin de ce siège, dans cette salle de réunion de la Nouvelle Tour de Contrôle de l'Aéroport International de N'Djili, dans la Capitale et ce, conformément aux Statuts et Règlement Intérieur qui nous régissent », a souligné le Président du Conseil

d'Administration de la RVA-SA. Que cette réunion statutaire du Conseil d'Administration de la RVA-SA ait eu lieu sur l'une des plateformes aéroportuaires du pays - l'Aéroport International de N'Djili, à Kinshasa - était déjà fort en symbole à un moment où la RVA-SA et le pays, venaient de perdre deux de leurs aéroports - celui international de Goma, dans la capitale de la province du Nord-Kivu, et celui national de Kavumu, dans la capitale de la province du Sud-Kivu - «tombés, détruits ou vandalisés» par les rebelles de la coalition M23-AFC soutenus par l'armée rwandaise, les RDF, le dimanche 26 janvier pour le premier et le dimanche 19 février pour le deuxième, tous nos Agents et Cadres de ces plateformes aéro-

portuaires désormais en errance», a poursuivi dans sa communication le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, appelé Kkm ou, mieux, Kkmtry, par ses proches.

**DIPLOMATIE ÉGALE INTÉRÊT.** Dès sa prise de parole, le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA n'a pas caché son émotion de se trouver avec ses collègues Administrateurs en réunion statutaire du Conseil d'Administration, sur une plate-forme aéroportuaire du pays, la première en tous points de vue, quand deux des aéroports du pays «se trouvent hors de notre contrôle, du fait d'une inimaginable guerre, avec des équipements détruits ou vandalisés », a-t-il ajouté. Signe que le pays tourne malgré

tout ; que le Congo est le Congo ! Il a souligné «l'importance d'un aéroport dans la vie d'un pays, l'aéroport qui reste le premier objectif à être visé quand arrive une attaque ou une agression. D'où la nécessité et l'urgence de sécurisation de ces plateformes. Il y va de la sécurité de nos installations certes, mais de la sécurité et de la souveraineté du pays ». Pour le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, en cette période « d'une inimaginable guerre que le Rwanda livre au Congo », considérant les réalités de cette guerre, « le Congo doit aujourd'hui plus que jamais compter sur la diplomatie. Or, il n'existe pas de diplomatie sans intérêt. La diplomatie ce ne sont pas des paroles, que celles-ci soient

brillantes ou non ! La diplomatie c'est d'abord des actes. Tu me donnes quoi pour que je te donne quoi ? Quand on voit comment la plus grande puissance du monde est portée par des hommes d'affaires, et qu'elle n'est intéressée que par les affaires pour monter encore plus haut que jamais cette puissance, est-on sûr que le Congo aurait moins que le Canada, que le Canal de Panama, que le Groenland qui tentent les États-Unis d'Amérique, ce Congo pourtant présenté comme le plus riche du monde pour son sous-sol et si humilié ? » Puis : « Si la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme avait disposé d'un système de sécurité et de sûreté qui inspire respect à l'échelle planétaire, un matériel doté d'un système de sécurité

et de sûreté certifié par les normes internationales, tel par exemple un mur de protection adéquat comme il en existe ailleurs, il n'est nul doute que la prise de ces aéroports par des rebelles et leur destruction comme on l'a vécu à Goma, ne serait-elle pas sinon évitée, tout au moins anticipée ou atténuée ? » Le Président du Conseil d'Administration rappelle la décision dite NOTAM - « Notice to Airmen » - annoncée le 11 février 2025 par la RVA-SA, d'interdiction de survol de l'espace aérien congolais par tous les aéronefs civils ou d'État immatriculés au Rwanda ou immatriculés ailleurs mais basés au Rwanda, expliquant qu'elle relève de la souveraineté nationale, qu'elle est conforme au droit international

et à la Convention de Chicago qui fixe la souveraineté nationale des États en termes de réglementation aérienne, les États possédant une souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien situé au-dessus de leur territoire, comprenant les régions terrestres et les eaux territoriales. Une décision qui va faire mal au plan commercial en perte de temps et donc de kérosène et en perte de vente face aux passagers qui hésiteraient à passer plus de temps en vol, donc au plan économique pour la compagnie aérienne rwandaise Rwandair qui a aussitôt fait part de sa décision de dérouter ses aéronefs de l'espace aérien congolais. Mais le Professeur Tryphon Kin-kiey

(suite en page 10).

# L'Occident attend un message de la part du pays le plus riche de la terre ?

(suite de la page 9).

Mulumba s'est aussitôt posé une série de questions clés : « La RVA-SA et notre pays disposent-ils de moyens pour contrôler l'application de cette décision souveraine ou empêcher les mouvements des avions ainsi interdits ? La RVA-SA dispose-t-elle d'un système de radars qui veille à la sécurité du ciel congolais ? Notre pays est-il doté d'avions de chasse en charge de s'approcher d'un aéronef frappé par cette mesure de NOTAM et de le guider vers une piste d'atterrissage d'urgence ? »

Puis : « Comment ne pas dire ici que l'urgence pour nous Congolais est de souligner qu'il est grand temps que nous puissions penser d'abord Congo, penser d'abord Patrie, que nous Congolais arrêtions de penser d'abord nos poches ? Ne pensons-nous pas que si nous ne prenons pas garde, le jour n'est pas loin où nous verrions notre pays, notre souveraineté nationale, aller à vau-l'eau ? »

D'où sa rencontre le 12 février - « rencontre d'échange » - dès le lendemain de l'annonce de cette décision, avec son collègue de l'Autorité de l'Aviation Civile, AAC, pour évaluer les moyens du pays à faire exécuter cette décision.

Président du Conseil d'Administration de l'AAC, Désiré Muwala Bol'makob s'était rendu au siège du Conseil d'Administration de la RVA-SA en compagnie du Directeur Général a.i. de l'Autorité de l'AAC, réunion à laquelle avait aussi pris part le Directeur d'Exploitation de la RVA-SA en l'absence du Directeur Général de la RVA-SA en mission.

D'où sa rencontre le 12 février - « rencontre d'échange » - dès le lendemain de l'annonce de cette décision, avec son collègue de l'Autorité de l'Aviation Civile, AAC, pour évaluer les moyens du pays



Le site de la Nouvelle tour de l'Aéroport International de N'Djili à Kinshasa où s'est tenue, le 19 février 2025, la réunion statutaire du Conseil d'Administration de la RVA-SA. DR.

à faire exécuter cette décision.

Président du Conseil d'Administration de l'AAC, Désiré Muwala Bol'makob s'était rendu au siège du Conseil d'Administration de la RVA-SA en compagnie du Directeur Général a.i. de l'Autorité de l'AAC, réunion à laquelle avait aussi pris part le Directeur d'Exploitation de la RVA-SA en l'absence du Directeur Général de la RVA-SA en mission.

Face à cette énième et impensable guerre qui nous est livrée, face à la réalité des forces observées, le Congo doit compter, sur sa souveraineté, de ses relations avec les puissances, mais pas n'importe lesquelles ; le Congo doit compter sur la diplomatie. Or, il n'existe aucune diplomatie sans intérêt. La diplomatie ce ne sont pas des mots, ce ne sont pas des paroles, que ces paroles soient brillantes ou non ! Quand on voit comment la plus grande puissance du monde est portée par des hommes d'affaires, et qu'elle n'est intéressée que par les affaires, est-on sûr que le Congo aurait moins que le Canada, le Canal de Panama, le Groenland ? Et la RVA-SA, Société commerciale, devrait-elle attendre mille ans pour entrer rai-

sonnablement dans le jeu de la Patrie ? »

## ÉTABLIR DU PARTENARIAT.

Et d'en venir à la réunion de New York du Conseil de Sécurité des Nations unies convoquée d'urgence le dimanche 26 janvier 2025. « Les États-Unis (du président américain républicain, conservateur, de droite) Donald Trump, l'Allemagne (du Social-démocrate centre-droit) Olaf Scholz, le Royaume Uni (du Travailleur, de gauche) Keir Starmer (en clair, toutes les sphères politiques et idéologiques), ont été en pointe aux côtés de Kinshasa citant nommément le Rwanda, ce que n'ont pas osé beaucoup de pays, menaçant vertement Kigali de fortes sanctions. Lorsque j'interpelle sur mon pays un officiel européen à Londres sur cette question, sa réponse que je ne pouvais ignorer, m'interpelle à mon tour : « Oui, nous pouvons faire plus pour Kinshasa, mais que pourrait faire Kinshasa pour nous ? »

Puis : « Qu'est-ce que le Congo peut/doit mettre (mieux, qu'est-ce que le Congo a pu/a mis) sur la balance face à ses partenaires en vue de renforcer ses relations, en vue de

peser plus que tout autre pays ? Qui ne sait que ceux qui ont leur sort lié ne se font jamais la guerre ? Qui ignore qu'il n'est pas idiot qu'avant d'effectuer un achat, l'on sache ce que cet achat vous rapporte en retour ? Dans le cas d'espèce, faut-il faire un dessin à un moment où notre pays est désormais appelé à compter ses amis ? Et, s'agissant de la RVA-SA, que pourrait-elle/que devrait-elle mettre sur la balance en vue d'attirer l'estime des partenaires, de consolider l'amitié envers le pays ? »

Kkmtry de citer pour exemple un dossier, celui de Westminster, la firme britannique de réputation planétaire en matière de sécurité aéroportuaire. Et, « quand je me tourne vers les plus Hautes Autorités du pays, leur réaction est sans équivoque. C'est le go head ». Le dossier Westminster est un dossier de sécurité des aéroports. Un dossier qui a vu atterrir à Kinshasa une quarantaine d'hommes d'affaires britanniques permettant d'ouvrir des issues au Royaume Uni. Ce dossier est à la RVA-SA depuis plus de cinq ans. Il avait été signé par un ancien Directeur Général de la RVA-SA. Il été ensuite approuvé par le Conseil

d'Administration de la RVA-SA « après mille va-et-vient et mille travaux dans des commissions », relancé par le fin-novembre 2024 par les Autorités du pays par un courrier explicite adressé au Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA. Il s'agissait de « faire le point sans délai sur le dossier Westminster Group PLC ».

Ce qui fut fait, historique du dossier retracé, les étapes franchies jusqu'à la dernière, à savoir, la réponse de l'Unité de Conseil & de Coordination du Partenariat Public-Privé, UC-PPP, qui, en délivrant l'Avis de Conformité, indiquait que l'Autorité compétente qui attendait à cette étape, à savoir, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, DGCMP. Puis, l'État, l'Actionnaire Unique à la RVA-SA de « rappeler utilement ses responsabilités statutaires au Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA ». Un courrier officiel écrit notamment : « Compte tenu des préoccupations liées à la modernisation, la sûreté et la sécurité des aéroports (...), il me revient, de vous demander de prendre dans un bref délai des mesures résolutives pour offrir d'une part des

aéroports répondant aux standards internationaux et d'autre part des voyages assurés et sécurisés à nos populations ». Le 3 février 2025, un autre courrier officiel s'adresse au Président du Conseil d'Administration : « Consécutivement à ma lettre (...), et suite à votre lettre (...) qui présente les motivations et justifications liées au dit dossier, je réalise qu'il y a nécessité de poursuivre le processus. Ayant obtenu de votre part toutes les explications et après examen minutieux dudit dossier, je donne mon accord de principe pour la poursuite de la prochaine étape, celle de la DGCMP en vue de l'obtention d'un avis de non objection conformément à la recommandation de l'UC-PPP (...) ». Le lendemain 4 février 2025, le Président du Conseil instruit le Directeur Général de la RVA-SA « d'exécuter toutes affaires cessantes les directives » de l'Etat, Actionnaire Unique de la RVA-SA, faites « au travers du Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, qui fera rapport de leurs bonnes exécutions, à savoir, transmettre sans délai à la DGCMP, le dossier de la firme britannique Westminster Group PLC pour

l'obtention de l'Avis de Non Objection ». Outre ce courrier, « vu l'extrême gravité de la situation, vu les dangers que court le pays, vu la volonté d'aider un tant soit peu notre Patrie », le Président du Conseil cherche à s'assurer « qu'il y avait, entre la Direction Générale et le Conseil d'Administration, une réelle compréhension commune ». Et pourtant ! Depuis, ni réponse, ni commentaire ! « Y aurait-il complot contre la Patrie ! Y aurait-il faute professionnelle ? ». Puis : « Pensons-nous toujours Patrie ? À quoi, nous Congolais jouons tant ? »

Et de donner un extrait d'un communiqué daté de dimanche 16 février 2025 du ministère britannique des Affaires étrangères. Ci-après : « Ce dimanche, le Royaume-Uni parle d'une violation flagrante de la souveraineté de la RDC et un danger pour la stabilité régionale. Il s'agit d'une escalade sérieuse qui accroît le risque d'un conflit régional plus large dont le coût humain serait dévastateur. L'entrée du M23 et des Forces de défense rwandaises à Bukavu constitue une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC, ainsi qu'une infraction à la Charte des Nations unies. Le Royaume-Uni appelle en conséquence « à une cessation immédiate des hostilités, au retrait des soldats rwandais du territoire congolais et à un retour au dialogue par le biais de processus de paix conduit par l'Afrique. Il ne peut pas y avoir de solution militaire ». Les Congolais pensent-ils que toutes ces démarches - les va-et-vient de certains officiels étrangers dans notre pays - le seraient sans rien en retour ? Quand nombre de sources parlent de Congolais traités et présents au sein des organes officiels du pays, comment ne pas prêter oreille ?

D. DADEI ■



Sous le haut patronage de Son Excellence, Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République, Chef de l'État et les auspices de Son Excellence Madame Judith Suminwa Tuluka, Première Ministre, Cheffe du Gouvernement



La Société Modern Contruction met en place un projet de construction de logement abordable

# La Cité-Jardin de Kinshasa

PROJET DE LOGEMENT ABORDABLE



www.mccongo.cd



**Cité-Jardin de kinshasa**

2-3 BHK APPARTEMENTS



📍 Blvd Lumumba, Kinshasa, RDC

**UNE MAISON ABORDABLE MAIS LUXUEUSE**

Posséder Aujourd'hui à partir de seulement

**2 BHK \$59,900! 3 BHK \$79,900!**

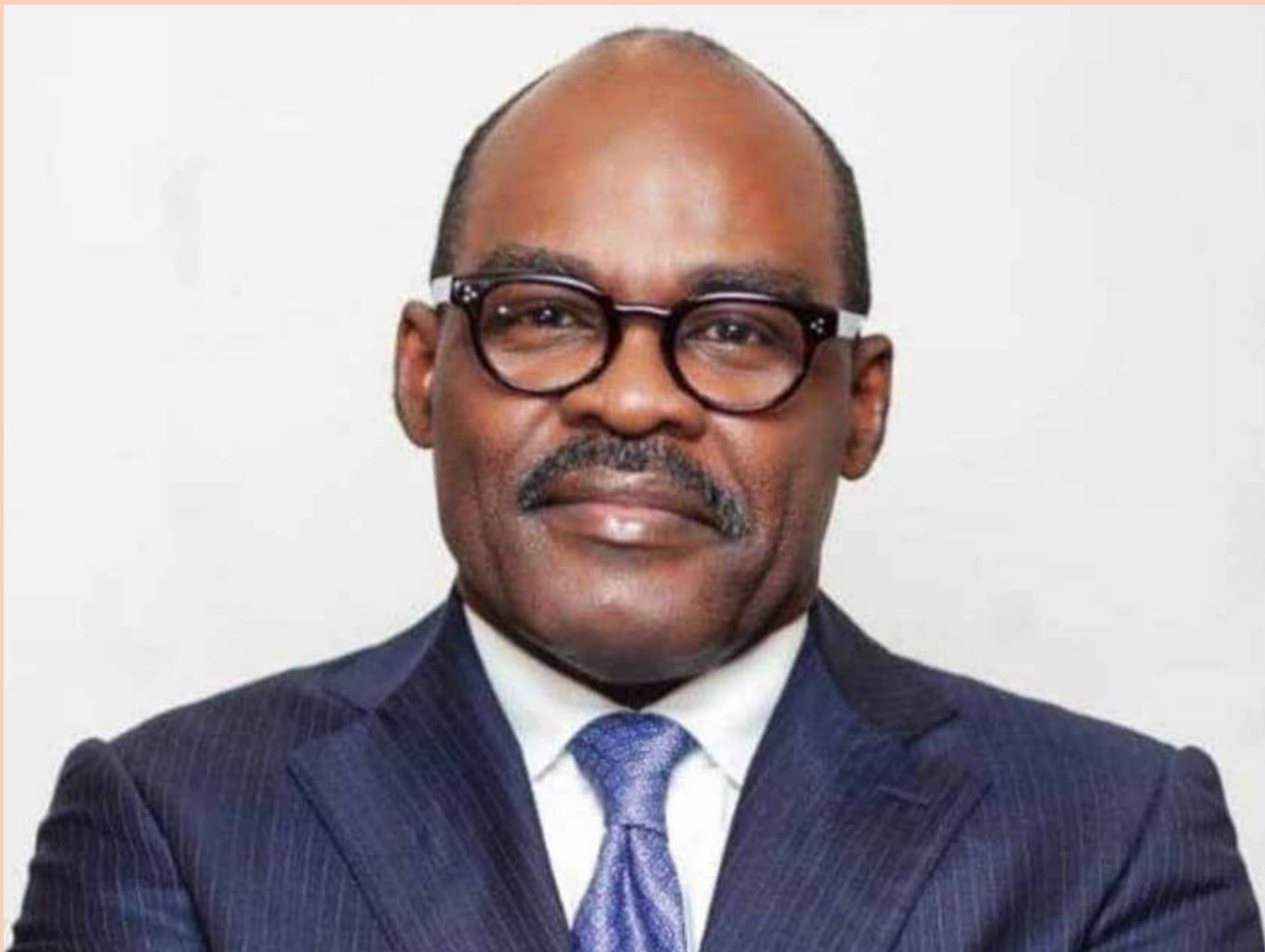
Pour plus de détails, appelez:  
**+243 978 444 444, +243 851 891 911, +243 904 123 444**



# Nicolas Serge Kazadi Nzuji précise le fond de sa pensée

**N**icolas Serge Kazadi Kadima Nzuji, l'ancien argentier national du Gouvernement Sama Lukonde Kyenge, est récemment apparu, a signé dans des médias à l'étranger, tenu des propos que certains ont compris à leur manière. Dans une interview exclusive au Soft International, il précise le fond de sa pensée, analyse les défis auxquels le Congo fait face actuellement, met en lumière les responsabilités internes et les influences internationales, aborde la situation politique de l'ancien président Joseph Kabila, les accusations de corruption liées aux projets nationaux, propose une vision pour un secteur minier transparent et équilibré. Entre responsabilités internes et influences internationales, le Congo face à ses défis. Ci-après.

**Dans votre interview sur la chaîne télé Africa Télé-sud, vous avez semblé incriminer la communauté internationale face à l'échec de notre armée au front contre le M23. N'est-ce pas une attitude irresponsable que de renvoyer aux autres ce qui relève de notre première responsabilité en tant que Nation ?** Vous avez raison de dire que la responsabilité première incombe à la RDC et à ses gouvernements successifs. Mais je crois que vous m'avez mal compris. Nous devons nous interroger sur l'échec, trente ans après, de nos efforts pour construire une armée efficace, malgré l'appui de la communauté internationale, notamment via la Mission des Nations Unies. Une partie de la réponse réside dans les influences internationales : l'intégration forcée dans notre armée des éléments issus de divers



Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji, l'ancien argentier national du Gouvernement de l'Union Sacrée de la Nation Sama Lukonde Kyenge. DR.

mouvements rebelles appelés aujourd'hui « forces négatives », a eu des conséquences néfastes. De plus, la logique minière implique la responsabilité des pays concernés par la contrebande et ceux recevant nos minerais au bout de la chaîne. Heureusement, les consciences s'éveillent, et j'espère que cette guerre sera la dernière. L'autre partie de la réponse se situe dans nos faiblesses internes et cela exige un effort d'introspection qui, à mon avis, n'est pas encore suffisamment fait. Regardez par exemple la question de l'identification des Congolais et celle du recensement de la population. Depuis 1984, plus aucun recensement n'a été fait et les Congolais n'ont plus eu droit à la carte d'identité. Il est possible que nous soyons le seul pays au monde qui a réalisé cette prouesse négative ! C'était une priorité absolue du régime Tshisekedi de régler ce problème, mais force est de constater que six années plus tard, ce n'est pas encore réglé. La dernière tentative a été torpillée par ceux qui ont crié au scandale, à la surfacturation, alors que ce travail devait être réalisé avec la meilleure technologie disponible en la matière sur la planète et il portait sur l'identification bio-

métrique de 150 millions d'habitants (en projetant la population jusqu'en 2040) au coût de 600 millions \$US, alors que la CÉNI a dépensé plus de 300 millions pour enrôler 43 millions d'électeurs en 2023, avec une qualité technique discutable. Nous avons urgemment besoin du recensement et de l'identification pour plusieurs raisons vitales, notamment, pour mieux protéger nos populations, dont nos minorités ethniques rwandophones, contre toute manipulation venue d'ailleurs. Cette identification était également attendue pour mieux assoir la mise en œuvre de l'impôt sur les personnes physiques.

**Dans cette interview, vous avez tenu un discours inhabituel sur l'ancien Président Joseph Kabila, tout en regrettant la rupture intervenue entre ce dernier et le Président Félix Tshisekedi. Pouvez-vous expliciter un peu votre pensée ?** Là aussi il est important que je me fasse bien comprendre. En quittant le pouvoir, Joseph Kabila demeurait l'autorité morale du FCC. D'ailleurs, il l'est toujours aujourd'hui, même si le FCC s'est beaucoup vidé de son contenu. À ce titre, il avait vocation à demeurer un

acteur influent de la politique congolaise, même en étant dans l'opposition. Joseph Kabila a récemment réactivé son parti politique PPRD et je pense que c'est une bonne chose pour la démocratie que ses partisans s'expriment, tant que c'est dans la non-violence. Mais si vous faites allusion à l'éventualité de son retour aux affaires, il me semble que la Constitution ne le permet pas. Il a déjà consommé ses deux mandats constitutionnels, auxquels il s'est d'ailleurs ajouté un matabiche de deux ans, ce qui n'est pas prévu dans la Constitution ! Ce que j'ai regretté et que je continue de regretter, c'est que les circonstances l'ont amené à sortir clandestinement du pays et à envisager un retour à travers la rébellion. C'est un recul énorme tant pour le pays tout entier que pour lui-même. Personne n'avait besoin d'une telle issue. Nous étions en train d'écrire une belle histoire à travers la première passation pacifique du pouvoir intervenue en janvier 2019. Comme j'ai eu à le dire, plusieurs concessions avaient été faites au profit de la paix et de l'avenir du pays. Nous devons trouver des voies pour revenir à la normale et poursuivre la consolidation de la démocratie et de la paix en RDC et dans

la sous-région.

**Corneille Naanga vous a cité dans une interview où il dénonce la corruption et fait allusion au projet du Centre Financier dont il dit que le coût est passé de 80 millions \$US à 800 millions effectivement payés. Qu'en est-il au juste ?**

Nous avons pourtant démontré à plusieurs reprises, chiffres à l'appui, que les projets du Centre Financier et de l'Arena sportive étaient les plus grands et les moins chers d'Afrique. Le Centre Financier de Kinshasa a été construit au coût moyen de 1.883 \$US/m<sup>2</sup> contre 3.701 \$US pour le Centre des Congrès de Kigali, 7.645 \$US pour le Centre Financier de Casablanca ou encore 4.356 \$US pour le Marina Bay à Singapour. Nous avons été deux fois moins chers qu'à Kigali, où le Centre de conférences et l'Arena ont également été faits par une société turque concurrente. Nos projets ont été très transparents et très performants. Le Centre Financier et le Centre de conférences de Kinshasa ont été achevés en dix-huit mois. Corneille Naanga est une personne intelligente. Il est capable de lire les rapports et comprendre les chiffres. Pourquoi

s'acharne-t-il à salir un des projets les plus performants du premier mandat de Félix Tshisekedi, dans un pays où, depuis toujours, il est très difficile de réussir les grands projets ? Le fait-il pour privilégier les infrastructures concurrentes de Kigali, qui jusqu'à récemment, étaient favorites pour abriter des événements internationaux en Afrique ? Nous avons l'ambition de changer cet état des choses au profit de la RDC dont c'est la vocation naturelle d'être un pays de rencontres. Petit à petit, les Congolais comprendront la profondeur des actions que nous avons menées durant le premier quinquennat, notamment au Ministère des Finances dont j'ai eu la charge, et ils cesseront de diaboliser ce qui devrait faire leur fierté. À titre personnel, je n'ai pas honte de dire que je suis un des politiques les plus sérieux et les plus honnêtes dans le pays.

**Le 20 février, vous avez publié une tribune sur le secteur minier congolais dans le quotidien français L'Opinion, un journal libéral très lu par des patrons du CAC 40 et du monde de l'entreprise en général. Vous y faites des propositions intéressantes, mais certains vous ont reproché de n'y avoir pas fait votre mea culpa alors que vous étiez un des membres les plus influents du Gouvernement dans le secteur économique pendant plus de trois ans.** Le message était justement destiné au monde des affaires, en écho à la situation sécuritaire que nous traversons. Il est important de rappeler au monde que nous sommes bien conscients de notre position, de notre rôle et des attentes de l'humanité vis-à-vis de la RDC. Nous voulons une relation assainie, fondée sur une diplomatie économique équilibrée et intelligente, de nature à renforcer notre position géo-

politique en faveur de la paix et du développement. En même temps, il nous faut être lucides sur nos défis et problèmes qui découragent souvent les bonnes volontés. La corruption doit être combattue efficacement et avec sérieux et non dans le folklore ou les manigances politiciennes comme on l'a vu récemment, y compris dans les dossiers où j'ai été cité. Mon édito n'était pas destiné à faire le bilan de mon action en tant que Ministre des Finances. Mais, à ce propos, j'ai fait un travail méthodique et systémique dans la lutte contre la corruption et l'amélioration de l'image et la crédibilité du pays durant les trente-neuf mois où j'ai été à la tête du Ministère des Finances. J'ai promu une vision solide de notre secteur minier. Comme j'ai déjà eu à le dire, je n'ai eu aucune compromission avec le secteur minier, qui est de très loin le premier contribuable du pays. J'en suis fier et il suffit de poser la question à n'importe lequel d'entre eux pour être édifié. Mais, curieusement, on a choisi de détruire ce que nous avions de mieux à présenter à travers mon travail, tout simplement parce que je devenais gênant politiquement. En critiquant et en jetant gratuitement en pâture le constructeur Milvest, nous avons heurté la Turquie pendant que le Rwanda s'en est rapproché utilement. Savez-vous que ce sont des drones turcs, les fameux TB2, qui ont permis à l'armée rwandaise d'avoir le dessus sur les FARDC à Goma ? J'ai mis en place en 2023, à travers une loi, l'impôt pour les personnes physiques qui devait entrer en vigueur en 2025. Il est clair aujourd'hui que rien ne sera fait cette année, alors que c'était un début de changement majeur dans la responsabilisation fiscale des personnes à revenus élevés, dont les politiciens. Trouvez-vous normal qu'une telle réforme soit aujourd'hui abandonnée ?

D. DADEI ■

Régie des Voies Aériennes - SA



R.V.A

## MESSAGE DE VŒUX



**La République Démocratique du Congo traverse une période critique de son histoire suite à la guerre d'agression lui imposée par le Rwanda et ses supplétifs du M23 et AFC. Mais, cela n'empêche guère Monsieur Léonard Ngoma Mbaki, Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-RVA-SA de souhaiter une bonne fête d'Anniversaire de l'entreprise :**

- Au Président du Conseil d'Administration, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba ;**
- À tous les Administrateurs et Censeurs, Membres du Conseil d'Administration ;**
- Au Directeur Général Adjoint, Monsieur Louis-Blaise Londole Lokoy ;**
- À l'ensemble du Personnel de la RVA-SA en général et particulièrement aux Cadres et Agents des Entités aéroportuaires sous occupation. Ces derniers ont toute sa compassion.**

**Monsieur le Directeur Général, Léonard Ngoma Mbaki formule le vœu de voir la Régie des Voies Aériennes, RVA-SA prospérer et se développer d'avantage avec l'implication de tous ses acteurs ainsi que de ses partenaires.**

**Que vive la RVA-SA !**

**Léonard Ngoma Mbaki.**

**international**

# **METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE**



**CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.**



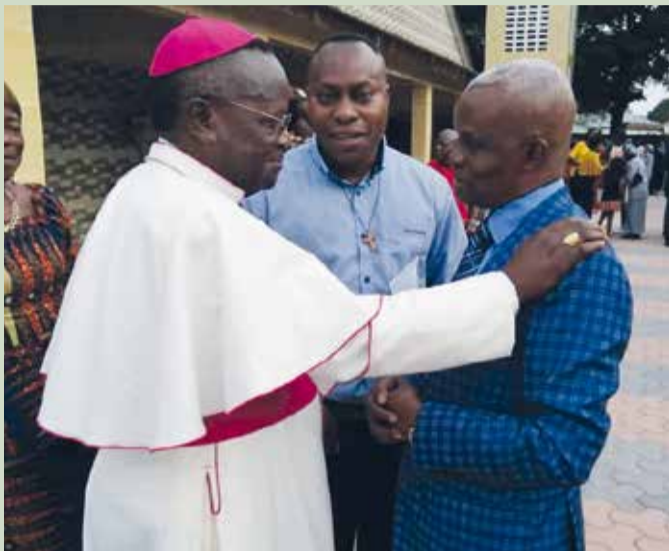
**SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.**

# Un colloque scientifique au centenaire de la MC Yasa

par Désiré Muwala-Bol'Makob Matala-Tala, un ancien de Yasa.

**L**es anniversaires sont des moments de jeter un regard sur le passé. Au centenaire de la Mission Catholique Yasa, diocèse de Kikwit, célébré l'année dernière, le regard s'ouvre sur une anecdote en rapport avec ses origines.

C'est la confrontation entre Catholiques et Protestants lors de la colonisation qui a conduit les Jésuites, les premiers missionnaires catholiques au Kwilu-Kwango, à s'installer à Yasa. Pour éviter les affrontements entre les deux religions qui, depuis la métropole, se regardaient en chiens de faïence, l'État colonial avait établi un principe d'intangibilité des frontières des missions : le droit du premier occupant. Les Jésuites devaient faire vite pour verrouiller l'espace entre les rivières Inzia et Kwilu, pour contrer les Baptistes qui avaient déjà jeté l'ancre à Vanga. Ils vont construire trois forteresses pour les tenir en respect, avec au Sud la MC Kingungi, au Nord la MC Yasa et à l'Est, la MC Djuma. Depuis une décennie, le récit du Diocèse de Kikwit au Kwilu est focalisé sur les missions qui fêtent les unes après les autres leurs centennaires d'évangélisation. Au mois de juillet 2024 ce fut le tour de la Mission catholique de Yasa, mieux connue comme Bonga-Yasa, fondée par le Jésuite Henri Van Schingen, mais, construite presque essentiellement par son collègue et compagnon de la première heure, l'Italien Joseph Greggio. Ce qui lui a valu un culte de la part des Chrétiens et du groupe folklorique Mokamo Populaire. En marge de ce centenaire, pour lui rendre un hommage posthume, l'ASBL Bana Greggio, composé de Bana Makwela, a organisé conjointement avec le Curé doyen Tous-saint Pidi, la céré-



À Yasa, rencontre entre Mgr Timothée Bodika Mansiyayi et le PCA de l'AAC, Désiré Muwala-Bol'Makob Matala-Tala. DR.

monie d'exhumation et de réinhumation de la dépouille de Mfumu Nkuluntu Greggio. Désormais, il repose, comme il l'avait souhaité de son vivant, derrière l'Église Saint Louis, son opus. Les morts ne sont pas morts, écrivait Birago Diop. Un fait insolite qui indiquerait que Greggio a apprécié l'acte posé à son endroit est qu'au moment où sa dépouille redescendait à la terre, le sol de Yasa a été secoué par une tempête de tonnerre. Pour le président Patience Kiteba de Bana Greggio, « cela ressemble aux 21 coups de canon qui annoncent le départ au-delà des Grands Personnages. C'était terrible, j'ai dû me réfugier pour me protéger, témoigne le frère Eric Lemba, de la Congrégation des Frères Joséphites de Kinzambi ». C'est depuis une année que les manifestations commémoratives ont commencé avec la messe d'ouverture célébrée, en décembre 2023, par Mgr Timothée Bodika Mansiyayi, fils de Masimanimba, évêque du Diocèse de Kikwit. Pour la clôture, deux activités majeures ont immortalisé ce centenaire, la méga messe concélébrée par une centaine de prêtres sous la présidence du même prélat à laquelle assistait une foule nombreuse de fidèles, et le colloque scientifique organisé par le professeur jésuite Lucien Madiangungu Kikuta qui avait précédé de trois jours la grand-messe dont le thème était « Jésuites, Abbés, Frères, Sœurs et Fidèles laïcs : Collaborateurs au

service de la « trilogie missionnaire » au sein du Complexe Yasa-Bonga-Kiniati. Regards croisés ». Initiative bien accueillie, ce colloque poursuivait trois objectifs. Le premier consistait à réfléchir sur l'état de la Paroisse de Yasa qui comporte aujourd'hui trois nouvelles paroisses issues de ses limites d'origine (Tumikia en 1957, Kitoy et Mokamo en 2019) et quatre sous-paroisses (Kiniati Saint Michel, Aumônerie Bonga, Fula et Luwanga), en tournant un regard rétrospectif vers son parcours centenaire, de ses origines en 1924 à nos jours. Le deuxième était de regarder et voir la complexité de la réalité actuelle de cette paroisse, en considérant les défis multiformes qui se posent quant à la poursuite de sa mission d'Église-Famille au service de l'annonce et du témoignage évangélique. Et enfin, projeter la MC Yasa dans l'avenir en abordant les défis de l'heure comme autant d'opportunités susceptibles d'engager la responsabilité des chrétiens dans la recherche des voies de proximité pour la relever et aller de l'avant avec l'audace qui vient de l'Esprit et la créativité qui a caractérisé les fondateurs de Yasa et leurs successeurs. Au total, huit communications ont été livrées, focalisées sur trois axes : l'axe historique, l'axe pastoral et l'axe socio-économique. S'agissant des résolutions pratiques prises lors de ces réflexions, elles touchent à la réorganisation de la vie de la paroisse afin

de mettre en place des structures qui facilitent son épanouissement et son développement (le conseil paroissial, les différentes commissions), à l'impératif de faire de la paroisse une industrie de production en voyant comment travailler avec le peu qui s'y trouve et surtout bien prendre soin des biens communs et enfin, à se débarrasser de la mentalité d'assisté, de l'aide extérieure en comptant sur ses propres forces par la relance des activités qui ont fait l'âge d'or de Yasa tels que la menuiserie, les travaux de l'étang, l'élevage du gros bétail. Prenant acte que l'époque de la manne est passée et dépassée, les participants ont insisté sur l'impérieuse changement des mentalités à opérer et lancé un appel à tous les chrétiens de Yasa pour œuvrer activement et en toute conscience, honnêtement et ce dans l'harmonie, le dialogue et la compréhension mutuelle. Les mégatendances d'aujourd'hui notamment l'écologie et les NTIC n'ont pas laissé les participants indifférents. Un appel a été ainsi lancé pour éduquer les esprits à la bonne préservation de l'écologie et aux personnes de bonne volonté pour l'implantation d'une radio communautaire. Soucieux des générations futures ce colloque scientifique a forgé un slogan mobilisateur pour le deuxième centenaire : « Yasa d'abord, Yasa avant tout, Yasa en première position ». Le colloque qui a pris trois jours a vu intervenir des religieux, des professeurs d'université et d'autres chercheurs. On cite entre autres les Pères Jésuites Lucien Madiangungu et Ernest Kombo, des Abbés Guillaume Mukwanga, Guy Masieta et Dositheo Kembie, des Frères Joséphites de Kinzambi, dont le Professeur Gilbert Nakahosa et Hubert Ndikita Ngunza et d'un ancien élève de l'Institut Sainte Marie de Yasa Désiré Muwala-La Bol'Makob Matala-Tala, PCA de l'Autorité

de l'Aviation Civile, AAC. Axée sur la recherche des voies et moyens en vue de sortir de la crise, la Paroisse Catholique Congolaise et celle de Yasa, la réflexion de Muwala est intitulée « le modèle de gouvernance économique des missions catholiques hérité de la colonisation peut-il aider à résoudre la crise de la paroisse d'aujourd'hui, cas de la MC Yasa ». Ci-après : « Précarité, prévarication, infrastructures délabrées et immenses déficits, etc., ces maux qui rongent la paroisse catholique congolaise en général et la Mission Catholique de Yasa en particulier. Le défunt Mgr Marie-Édouard Mununu-Kasiala (né le 15 août 1936 à Bukanga-Pindi, diocèse de Kikwit, décédé le 5 décembre 2022 à Bruxelles) semble en avoir mesuré l'ampleur avec amertume lors d'une rencontre avec un évêque japonais possédant un jet privé pendant que lui trimait à trouver un véhicule. C'est là l'impact de la crise multiforme congolaise sur sa sphère spirituelle. Cependant, l'œuvre d'évangélisation est une cause sacrée qui doit se poursuivre jusqu'au retour du Christ, car « ni les Chrétiens, ni l'Église ne peuvent exister ou fonctionner sans économe... Tout comme l'essieu est au centre de la roue et celle-ci porte le poids du wagon, Christ est le centre de la vie de l'économe ». D'où, l'impérieuse nécessité d'une quête de solution à cette crise structurelle. Notre sujet y puise un fil conducteur de recherche pour une sortie de crise afin que la MC Yasa puisse retrouver sa trajectoire de prospérité d'antan. Ce texte se subdivise en quatre chapitres, puis d'une conclusion :

1. La géographie de la MC Yasa et sa place dans le diocèse de Kikwit ;
2. Le fonctionnement de l'économe colonial : apogée et crise ;
3. Les tentatives de redressement ;
4. Les pistes de solutions innovantes et durables.

## I. La géographie de la MC Yasa et sa place dans l'évangélisation du diocèse de Kikwit.

La Mission de Yasa s'étend sur un vaste territoire situé dans la partie occidentale de la province du Kwilu. Couvrant pratiquement tout le territoire de Masimanimba à sa création en 1924, elle a subi plusieurs modifications territoriales à la suite de création de nouvelles paroisses en son sein (Tumikia en 1957, Kitoy et Mokamo en 2019). Actuellement, la paroisse compte quatre sous-paroisses : Kiniati Saint Michel, Aumônerie Bonga, Fula et Luwanga. Elle est gâtée par la nature. D'abord construite au confluent de deux rivières, la Lukula et la Yasa comme « (...) les missions et les villes au début de la colonisation », et puis traversée par les rivières navigables Inzia et Lukula, qui arrosent un espace fertile offrant plusieurs opportunités avec de fortes potentialités en élevage du gros bétail. Yasa est surtout connu pour être un des centres de rayonnement intellectuel du Kwilu avec dans son hinterland le Collège Saint Ignace de Kiniati, le creuset où une bonne partie de l'élite du Kwilu a été formée ; l'École d'infirmières de Bonga, créée par Dr A.-M. Verwilghen et l'Institut Sainte Marie de Yasa, ISMY, fondé en 1962 par le dynamique frère jésuite Nestor Miwu. Kiniati a eu le bonheur de propulser la MC Yasa au panthéon de l'histoire nationale, étant archivé comme l'un des trois premiers collèges des humanités complètes du pays avec les Collèges Jean-Berghmans de Kamponde au Kasai et de Mbanza-Mboma au Kongo Central, qui ont composé la première promotion d'étudiants à l'inauguration, en 1954, de l'Université Lovanium. Dans le Diocèse de Kikwit, la MC Yasa, mieux, le trinôme Bonga-Yasa-Kiniati se taille une place de choix parmi les trois pôles

de l'évangélisation à coté de Kikwit-Leverville/SOA-Makungika et de Djuma, le berceau de la vie religieuse jésuite en Afrique centrale. Selon le Jésuite Lucien Madiangungu Kikuta, Yasa était en compétition avec Djuma dans le choix du lieu devant abriter « le premier Noviciat congolais d'une congrégation sacerdotale missionnaire ».

## II. Le fonctionnement de l'économe colonial : apogée et crise.

L'économie de la mission catholique, mieux son économe reposait à l'époque coloniale belge sur une série de paramètres dont certains ne sont plus reproductibles. Il s'agit des catéchumènes, fruit de la foi ardente, appelés « Bana midi », inscrits pour deux ans de cours de catéchuménat avant de recevoir le baptême, qui ont constitué une main-d'œuvre abondante et gratuite ayant servi à la construction à moindre coût de principales infrastructures ; dons paroisse demandés aux fidèles qui étaient mensuels dans le diocèse de Kikwit ; la quête, le fameux makabu, offrande faite au cours de la messe par les fidèles ; du casuel, offrande faite à l'occasion des baptêmes, mariages et sépultures ; intentions de messe, dons que font des paroissiens lorsqu'une messe est célébrée à une intention particulière ; dons et legs provenant des parents des prêtres européens, des personnes de bonne volonté et surtout de Caritas Internationalis et autres organismes d'aide à l'Église missionnaire ; dividendes tirés de certaines activités génératrices des revenus et enfin, subsides gouvernementaux pour les œuvres sociales. Bref, il s'agit essentiellement des ressources de la charité qui ont permis aux missionnaires de réaliser d'importants investissements dans les infrastructures socio-culturelles (couvents, églises, écoles, internats, hôpitaux, orphelinats, maisons

(suite en page 16).

# Un coup d'œil à la mission catholique Yasa, l'ouvrage du prêtre italien Greggio

(suite de la page 15).

des enseignants et des catéchumènes) et dans des activités génératrices des revenus tels l'élevage, l'imprimerie, la menuiserie, etc. Face à l'immense tâche d'évangélisation, d'éducation et de santé, les missionnaires faisaient feu de tout bois, car, les élèves ont aussi été mis à contribution en fournissant des matériaux de construction et divers services. Par exemple, dans les années 1950, à mon école de Buseke, située à 60 kms de Yasa, notre travail manuel consistait à creuser pour déterrer des vieilles briques des maisons tombées en ruines après la délocalisation, à la fin des années 1930, des activités commerciales du Centre de Mushuni à Mokamo CEKA. Elles étaient dans la suite acheminées à Yasa. Buseke n'était pas une exception : dans tous les postes, les élèves construisaient les maisons en pisé/paille des enseignants et des écoles. À Yasa, on est loin d'oublier le travail manuel exigé de chaque élève : cultiver un lopin de terre dans un jardin aménagé. La récolte approvisionnait et les internats et le marché local. Il faut ici rappeler un facteur crucial qui ne reviendra plus : le travail forcé. En effet, comme l'écrit E. Pini-pini : « Les efforts demandés aux Congolais pour construire les missions sont les mêmes que les travaux forcés auxquels ils sont soumis dans les villes et villages ». Résultat : dans la décennie 1950, l'économat colonial était à son apogée. Yasa était déjà une grande cité moderne resplendissante avec ses couvents calqués sur le modèle architectural des Basiliques romaines, ses camps des enseignants, appelés Makwela et des catéchumènes, ses hôpitaux, ses écoles, ses dortoirs et réfectoires pour filles et garçons. Tous ces quartiers étaient approvisionnés en eau courante et en électricité. Les salariés de la Mission étaient régulièrement payés, les internats approvisionnés à temps par l'inamovible Ernest

Pemba et l'atelier de menuiserie fournissait aux écoles les pupitres dont elles avaient besoin. Une anecdote de Damase Kabuna, un ancien maître de Yasa : lors des obsèques d'un curé à Yasa, l'évêque venu pour pleurer son prêtre était émerveillé de voir le beau cercueil fabriqué par le menuisier de la mission avec des planches venant de la MC Djuma. Lorsque pour la première fois, je la découvre, en 1955, à l'occasion d'un concours d'admission, je suis subjugué par la splendeur de ses bâtiments, la grandeur nature de ses statues, le beuglement de tant de vaches broutant le gazon, la richesse de son charroi automobile et la constellation des soutanes blanches dans un maelström humain. Malheureusement, sous l'effet de la crise multiforme que vit le pays depuis son indépendance, ces rentes se sont vite épuisées. La courbe du catéchuménat a été inversée par le phénomène du baptême des enfants à bas-âge; l'affadissement de la foi a amenuisé les makabu; la sécularisation de l'Occident a rétréci l'assiette de la collecte de fonds par Caritas et la succession des prêtres expatriés nantis par des autochtones sans ressources. En effet, selon le Jésuite Lucien Madiangu, les prêtres expatriés jouissaient de la solidarité villageoise, paroissiale, voire diocésaine de leurs pays d'origine, qui cessait à leur départ, privant ainsi leurs anciennes paroisses de cette sève vivifiante. Cette solidarité était à rebours pour les prêtres africains qui, parfois, continuent à partager les maigres deniers du culte avec leurs proches. En 1959, la MC Yasa a connu un tournant historique, avec la nomination du premier curé congolais, en la personne de l'Abbé Léon Nkama. L'avènement de ce prêtre de transition, par ailleurs, un des personnages culte de la mythologie de l'indépendance a été ressenti par les chrétiens comme signe précurseur de la décolonisation

de l'Eglise. Encore qu'on lui prêtât des pouvoirs surnaturels. Comme dans cette anecdote certifiant qu'en plein vol, son avion en panne de carburant causée par les colonialistes pour l'assassiner, a été miraculeusement approvisionné aussitôt qu'il a ouvert son bréviaire. Ce qui lui vaut d'être accueilli en héros lors de la tournée entreprise dans les villages de sa nouvelle Mission. À l'étape de Bwatundu-Koy, papa Munsie lui a dédié une chanson célèbre chantée pour vénérer les chefs : Luyo Nkam may'a, bangaa maal. La reprise de la gestion des Missions par les autochtones, boostée par le « les soleils des indépendances » et la politique de l'aggiornamento de l'Eglise promue par le Concile Vatican II (1962-65) se révèle dramatique notamment à Yasa à cause de la disparition de l'équilibre financier décrit ci-dessus. Preuve : les dernières constructions, le couvent des Frères Joséphistes et une villa des professeurs remontent à 1966. À propos de ces bâtiments que les Frères ont érigés dans le jardin potager, qui servait de matériel didactique pour apprendre aux élèves les bouillons de culture des plantes, on peut se demander avec Francis Fukuyama, si c'est la fin de l'histoire ?

**III. Tentatives de redressement.** Les espoirs suscités par la reprise en mains de l'église par les autochtones s'évanouissent rapidement à mesure que les ressources qui ont fait le succès du modèle colonial se raréfient. Ainsi, Yasa ne peut plus compter que sur les reliquats constitués essentiellement du cheptel du gros bétail. Non seulement la gestion du kraal pose problème, mais Léon Nkama est souvent en conflit avec l'économiste, le père Mali pour le paiement des factures des fournitures destinées à sa ferme privée. Lorsqu'en 1992, la Compagnie de Jésus qui gérait la MC Yasa depuis sa création en 1924 a cédé la Mission au Diocèse de Kikwit, le rapport de remise-reprise a

dressé l'inventaire de 1.903.040 FB, 3 véhicules, des chambres bien équipées et de 269 vaches alors que les effectifs s'élevaient en termes de milliers de tête de bétail. De leur côté, les Frères Joséphistes ont commis une erreur monumentale, cause de leur appauvrissement, en se partageant les vaches, à l'occasion du cinquantenaire de leur congrégation, en 1989, afin de permettre à chacun d'aider sa famille. Face à ce naufrage, plusieurs tentatives de sauvetage sont menées dont la plus prometteuse aura été, sans doute, l'action de lobbying menée par l'Abbé Willy Manzanza, prêtre congolais vivant en Allemagne. En effet, en 2006, il a facilité la conclusion d'un partenariat entre la Paroisse Putchen de l'Allemagne et la Mission de Yasa avec dans l'escarcelle 70.000 euros libérés intégralement et mis à la disposition du Curé de l'époque. Cet argent frais a permis de réaliser plusieurs activités créatrices des revenus, notamment la création d'un kraal des bovins, d'une porcherie, des étangs. Cette coopération a été interrompue lorsqu'un contrôle a révélé une gestion peu catholique au point que lorsque le Curé Tousseint Pidi est arrivé, dix ans plus tard en 2017, il n'y avait pas trace de ces investissements. La faillite retentissante d'un projet qui a bénéficié d'un si grand capital financier relance l'épineuse question de la gestion des projets dans nos paroisses notamment à Yasa, qui n'a pas, à ce jour, installé le conseil paroissial. La deuxième tentative aura été un succès qui démontre qu'avec un peu de bonne volonté, on peut renverser la vapeur. Il s'agit de l'initiative entreprise, il y a deux ans, par l'Abbé Tousseint Pidi, curé doyen de Yasa, à l'occasion du centenaire de la présence des Sœurs de la Charité de Namur au Congo. Ce projet a permis à Bonga-Yasa-Bwalayulu d'être desservi en eau et en électricité.

**IV. Pistes de solutions innovantes**

**et durables.**

Il va de soi que la recherche de la reproduction de l'économat version coloniale devient illusoire. Il convient d'inventer un nouveau modèle qui prend en compte la nouvelle donne. Cette dernière se caractérise par deux composantes. La première est d'origine interne à l'église comme nous l'avons déjà souligné : la base matérielle de l'économat fondée sur la charité et l'idée d'une église en expansion continue ont subi une mutation. L'avenir de l'église se trouve au Sud, qui est malheureusement, matériellement encore pauvre. Si la solution palliative qui consiste à laisser aux Chrétiens le financement de leurs paroisses, elle donne des résultats mitigés en ville, à fortiori en milieu rural où sévit une grande pauvreté. À ce sujet, la Paroisse Saint Noé Mawagali à Kinshasa Mont Ngafula s'invite au débat. C'est depuis plus de six ans que son curé, l'Abbé Grégoire Nswami peine à parachever la construction d'un immeuble à un seul niveau financé sur Nsiani des fidèles. La seconde composante est externe. Le monde a radicalement changé, notamment dans le domaine économique avec le triomphe de la révolution conservatrice Reagan-Thatcher des années 1980. Cette révolution a remplacé le vieux consensus keynésien de l'État-Providence combinant les objectifs économiques et d'équité sociale par un nouveau consensus mondial privilégiant la seule efficacité économique, le Consensus de Washington. Ce modèle néolibéral qui a fait de la pauvreté, un choix politique, l'a rendue massive et a creusé des inégalités criantes. Selon le FMI, les 10% les plus riches empochent 52% de l'ensemble des revenus, tandis que la moitié la plus pauvre de la population en perçoit seulement 8.5%. Deux conséquences sont à tirer de ce modèle néolibéral pour notre sujet : l'État-providence qui protégeait le pouvoir d'achat est mort, il a été rem-

placé par le marché, la fameuse main invisible d'Adam Smith. Désormais, c'est dans cette nouvelle bible des économistes qu'il faut trouver le sésame des versets du financement de l'économat. À la MC Yasa, les chrétiens sont convaincus que cette remise en question ne peut réussir sans invoquer les mânes de ses bâtisseurs. Ils évoquent le martyr de l'ancien curé, le Jésuite italien Joseph Greggio, considéré comme la cheville ouvrière de la construction de la Mission pendant 29 années. En 1957, le jésuite belge Charles lui a succédé lors de l'épilogue de ce qu'on pourrait qualifier de divergence d'approche en matière d'évangélisation. Greggio, conscient de la nécessité de disposer de la main-d'œuvre permanente, maintenait le baptême des catéchumènes après deux ans d'évangélisation pendant que son vicaire, l'abbé Thomas Gumakesa, assurément un anticolonialiste, allait dans les villages baptiser sans délai, comme l'Abbé Eloi Musongi à Kibwari. Dépit par le traitement d'ingratitude lui infligé, le père Greggio a quitté son manoir pour aller construire un autre, Mosango. Avant de partir, il aurait secoué contre les populations de MC Yasa la poussière de ses pieds, jurant de ne plus y mettre pied ni d'y être enterré. Cette malédiction expliquerait le blocage du développement de la MC Yasa. Divulgué près d'un demi-siècle après sa mort par son confident, Wenceslas Kiteba Muzama, le chef de secteur de Mokamo de l'époque, le testament post-mortem de Mfumu nkuluntu Greggio a été lu au cours de la messe de l'ouverture du centenaire de la MC Yasa, le 8 décembre 2023, présidée par Mgr Timothée Bodika, évêque de Kikwit, qui a assuré la médiation de la catharsis collective. Revenons sur terre, la paroisse a impérieusement besoin d'une réforme qui passe par la découverte de la culture d'entreprise pour « doing business and making money ». Pour survivre, elle

doit se doter d'un économat avec des nouvelles missions et structures. Selon le droit canon, « doté d'une compétence canonique, l'économiste diocésain administre sous la responsabilité hiérarchique directe de l'évêque les biens et ressources de l'église diocésaine et veille à la cohérence entre choix pastoraux et moyens économiques ». Nous pensons à la séparation de ces deux fonctions de telle façon que l'économiste ne s'occupe que de brasser de l'argent et que la fonction de cohérence revienne à l'autorité hiérarchique. En conclusion, cette réforme fondamentale, doit s'accompagner sur le plan philosophique du changement de paradigme de financement de l'église dont le trait caractéristique est la charité. Cette remise en question doit viser la reconversion de l'économat-charité en économat-business en s'inspirant de l'éthique protestante qui a révolutionné le capitalisme, à l'instar des paroisses protestantes occidentales. Nous pensons qu'elle doit commencer par les fondamentaux pour introduire le cours de management dans le programme des prêtres. L'économiste devrait donc être formé à l'esprit du management qu'enseigne Peter Drucker, pour devenir un entrepreneur au sens schumpétérien du terme. Il doit posséder une expérience dans la maîtrise de la gestion budgétaire, financière et des placements. Comme chef d'équipe, il devrait garantir la bonne gestion des cinq grandes fonctions de l'économiste : développement des ressources et conduite des projets ; administration, comptabilité, finances, fiscalité, assurances; gestion des ressources humaines ; gestion de l'immobilier et gestion de la dimension juridique. À ce sujet, les structures paroissiales de cogestion entre le curé et les fidèles ne changent pas la dimension du problème de gestion par des financiers chevronnés.

**D. MUWALA-BOL/MAKOB MATAALA-TALA ■**



# En 2025, les dix voitures les plus chères du monde

**A**ucune d'elles n'est américaine.

Aucune. Britanniques, françaises, italiennes, etc. Les voitures les plus chères du monde. Prix en euros.

## ► Rolls-Royce Boat Tail.

La voiture neuve en 2025, la plus chère du monde et de tous les temps. Cabriolet de 5,79m de long au design mêlant vintage et modernité renferme un V12 biturbo (6,75 litres pour 563 chevaux), une boîte automatique à 8 rapports. Un « yacht roulant » produit en 3 exemplaires, réservés aux milliardaires avec son prix lunaire, 23 millions d'euros.

## ► Bugatti, la voiture noire.

One-off homologué pour la route hisse la marque française sur la seconde marche du podium. Hypercar à tout d'exceptionnel : 8 litres, 16 cylindres, 1500 chevaux, assemblage réalisé à la main. Travail d'orfèvre, pas étonnant que cet exemplaire unique ait été acquis par un Suisse, 15 millions.

## ► Pagani Zonda.

De la firme éponyme, a fait construire ce concept car pour lui et deux autres heureux propriétaires inconnus. Ce roadster a fait grand bruit lors de sa présentation et reste moins mystérieux, 15,7 millions.

## ► Rolls-Royce Sweptail.

Marque de voiture de luxe par excellence, trustee encore le haut du panier avec cette fois un one-off, construit sur demande : le Sweptail, 11,6 millions.

## ► Bugatti Centodieci.

Elle a sous le moteur : 1600 chevaux exactement pour un W16 de 8 litres avec une vitesse de pointe à 380km/h. Boum, 8 millions.

## ► Lamborghini Veneno.

Un roadster qui défie la loi de la gravité avec ses courbes cosmiques inspirées par l'aéronautique. Hypercar produit à 9 exemplaires qui ne peut pas voler mais pointe à 355 km/h avec son V12 de 6,5 litres. Une voiture qui met des



De haut en bas, de g. à dr., Rolls-Royce Boat Tail, Bugatti-la voiture noire, Pagani Zonda, Rolls-Royce Sweptail. DR.



Ci-bas, de haut en bas, de gauche à droite, Bugatti Centodieci, Lamborghini Veneno, Mercedes Maybach Exelero. DR.



étoiles dans les yeux, 7,3 millions.

► **Maybach Exelero.** Coupé commandé par une marque de pneumatiques afin de tester et pro-

mouvoir une nouvelle série de pneus. Exercice réussi : ses performances sur circuit ont été un succès avec son moteur qui tourne à 5,9 litres et

700 chevaux. C'est définitivement une affaire qui roule pour Fulda, 7 millions.

► **Bugatti Divo.** Si les deux voitures de luxe se ressemblent

(même moteur W16 de 8 litres pour 1500 ch, un habitacle similaire), la Divo se distingue par un design exceptionnel. Elle partage un autre

point commun avec un modèle Bugatti différent... Son prix, le même que la Bugatti Mistral, 5 millions.

► **Koenigsegg**

**CCXR Trevita.** Elle est moins connue que ses « sœurs » mais n'en est pas moins surpuissante, et rapide : elle passe de 0 à 200 km/h en 8,75 secondes. Bolide suédois qui pèse 1280 kgs, un poids plume comparé aux Ferrari, Aston Martin ou encore Lamborghini, 4,2 millions.

► **Bugatti Bolide.** Dévoilée pour la première fois en juin 2023 sur le circuit du Mans lors de l'exposition célébrant le centenaire de cette course mythique, en marquant l'année. Produite en seulement 40 exemplaires, une hypercar réservée exclusivement à un usage sur piste qui se distingue, 4 millions.



# La Saint-Valentin pointe à l'horizon

**U**ne nouvelle saison placée sous le signe de l'amour : le podcast «Il était une (première) fois» entame sa

troisième saison jeudi 13 février, à la veille de la Saint-Valentin 2025. Au rythme de 19 épisodes, diffusés tout au long de l'année à raison d'une diffusion toutes les deux semaines - avec une pause pendant l'été -, ce rendez-vous à succès va de nou-

veau explorer les premiers émois amoureux. Qu'est-ce qui fait qu'on tombe amoureux ? Qu'est-ce qui se joue dans nos corps et nos cœurs ? Dans « Il était une (première) fois », les mots d'amoureux et d'amoureuses raisonnent et nous ra-

content la naissance de leurs sentiments. Car il y a autant de manières de vivre le chavirement de l'amour qu'il y a d'histoires à écouter. Chaque histoire, racontée par des témoins anonymes, narre ainsi la naissance d'une histoire d'amour au tra-

vers d'un récit d'une vingtaine de minutes. Pour le premier épisode, diffusé la semaine prochaine ici, Barbara explique ainsi d'abord son choix de ne pas avoir de relation charnelle avant le mariage... avant de raconter sa rencontre avec Grégory.

## Cette eau du plaisir féminin est au cœur d'une tradition africaine

**U**ne pratique sexuelle originaire du Rwanda qui met le plaisir féminin au centre de la relation sexuelle. Mais en quoi consiste cette méthode ?

Envie de sexe sans pénétration ? La méthode Kunyaza est peut-être faite pour vous. Cette pratique sexuelle consiste à stimuler le clitoris avec la verge, les doigts ou un sextoy afin que la femme atteigne le summum de l'excitation. Le but ? Favoriser l'orgasme et l'éjaculation féminine. Derrière ce mot méconnu se cache une pratique sexuelle ancestrale tout droit venue d'Afrique centrale et plus particulièrement du Rwanda. Le mot Kunyaza signifie «uriner» ou «éjaculation féminine» en rundi. Cette méthode, qui met le plaisir féminin au centre de l'acte sexuel, vient d'une légende ancestrale qui explique l'origine du lac Kivu, dans la région Grands Lacs. La légende raconte qu'une reine, lassée d'attendre le retour de son roi parti en guerre, demanda à un serviteur s'assouvir ses désirs. Celui-ci avait tellement peur et craignait pour sa vie, qu'il accomplit sa mission en tremblant, sans réussir à la pénétrer. Les vibrations provoquées par ces tremblements donnèrent tant de plaisir à la reine, qu'elle éjacula et donna ainsi naissance au lac Kivu. Cette pratique



S'il trouve cette eau, quel grand honneur. Tu te sens vraiment une femme. DR.

sexuelle a peu à voir avec la pénétration. « C'est plutôt utiliser le pénis et rester à l'extérieur [afin de] stimuler le clitoris de la femme », explique Olivier Jourdain, réalisateur du documentaire L'eau sacrée qui aborde le sujet. Cette technique centenaire consiste à stimuler les terminaisons nerveuses de la vulve avec le gland du pénis, les doigts ou un jouet sexuel. Cette stimulation précise donne lieu à l'éjaculation féminine. Pour y parvenir et intensifier l'orgasme, l'idée est d'alterner les caresses, les mouvements et le rythme. Le Kunyaza peut cacher une autre pratique sexuelle dénommée le Gukuna. Cette dernière consiste à tirer les petites lèvres du vagin pour augmenter la zone érogène et faciliter la pratique du Kunyaza.

**IL ÉTAIT UNE FOIS.** Cette pratique décrite est considérée

comme une mutilation génitale par l'OMS (Organisation mondiale de santé) et par certaines ONG occidentales. Pour d'autres, au contraire, elle serait émancipatrice car elle permettrait aux femmes d'obtenir plus de plaisir. L'histoire se déroule au Pays des mille collines. Une reine s'ennuyait toute seule dans son château. Son mari le roi était parti en guerre. Ayant besoin d'assouvir ses désirs les plus intimes, elle ordonna à un serviteur de la satisfaire. Le serviteur refusa. Elle menaçait de le faire tuer s'il n'obéissait pas. Alors il s'exécuta. Pendant l'acte, il tremblait tellement de peur que cela provoqua des vibrations au contact de la reine. Elle ressentit des choses qu'elle n'avait jamais connues avec le roi. La jouissance était à son apogée. Et là, l'eau jaillit. La légende raconte que lorsqu'elle étendit ses

draps le lendemain, l'eau coula en abondance. Cette eau créa des ruisseaux. Ces ruisseaux se transformèrent en rivière. La rivière en fleuve. Le fleuve en lac. Ce lac, c'est aujourd'hui le célèbre lac Kivu qui traverse le Rwanda et le Congo Démocratique. Bon, il y a aussi une autre version de l'histoire qui dit que la reine s'est satisfaite toute seule. Pareil, l'eau jaillit. Et au retour de son mari le roi, elle lui montra comment faire ! Je vous laisse choisir la version qui vous plaît le plus. Moi ce qui m'intéresse (comme toujours sur Abenafrika), c'est de vous parler de la tradition qui découle de cette histoire qui fait aujourd'hui partie intégrante du patrimoine culturel rwandais. Une pratique que l'on connaît plus communément sous le nom de Kunyaza. J'ai découvert ce sujet grâce au Festival de Films Africains en ligne (#OAFF) organisé

par Cinewax. Il s'est tenu du 15 novembre au 15 décembre 2018. Je vous avais partagé la cérémonie d'ouverture dans mes stories Instagram et je vous avais parlé de l'événement dans mon Afro Agenda de Novembre ! L'un des films de la sélection était le documentaire "L'Eau Sacrée" (2016). Eau qui, vous l'aurez compris, fait référence à l'éjaculation féminine. Mais qu'est-ce que le Kunyaza ? Quel est le rapport que la société rwandaise a aujourd'hui avec cette pratique ? Cette «eau sacrée» existe-t-elle chez toutes les femmes ? Saviez-vous qu'il existe même un rituel pratiqué sur les jeunes filles ? Rituel qui augmenterait les effets du Kunyaza... Bref, je vous explique tout cela dans cet article. Enjoy ! Qu'est-ce que le Kunyaza ? Au Rwanda, le Kunyaza est une pratique ancestrale destinée à faciliter l'éjaculation féminine. Il faut

que l'homme arrive à faire jaillir l'eau du corps de la femme. Pour les plus curieuses, et les plus curieuses, je vous explique un peu plus loin en quoi consiste, concrètement, un Kunyaza... Le Kunyaza aujourd'hui : qu'est-ce que les Rwandais en pensent ? Si cette pratique est connue de tous les Rwandais, le Kunyaza, reste un thème assez secret qu'on n'aborde pas ouvertement en société. Il est presque devenu pour certains un mystère : une chose que certains hommes arrivent à réaliser et d'autres pas. Une eau, que certaines femmes ont en elle et d'autres pas. Dans le documentaire L'eau Sacrée, une femme témoigne (pendant l'interview, son mari est assis à côté d'elle) : « Si l'homme trouve cette eau c'est un grand honneur. Tu peux en être fière. Vraiment. Tu te sens vraiment une femme. J'ai découvert ça avant notre mariage. J'ai eu peur, je croyais être percée ! », dit-elle en riant et en faisant de grands gestes avec les mains. «Je ne connaissais pas, je voyais ça pour la première fois». Elle ajoute avec un sourire apaisé : «Mais en fait ça peut renforcer ton couple. Il y a peut-être d'autres moyens. Mais ça c'est important, ça peut aider ton couple». Mais est-ce que toutes les femmes ont en elle la possibilité de vivre ça ? Au Rwanda en tout cas, si certaines femmes n'arrivent

pas (ou n'arrivent plus) à obtenir les effets attendus du Kunyaza, le docteur Simba Kakongi Ali a pensé à tout : la **Vetexine**. Il s'agit d'une concoction à base de plantes locales qui agit sur les hormones de la femme pour «libérer» l'eau qu'elle a en elle. Le médecin insiste en tout cas sur le fait que si l'homme ne sait pas maîtriser le Kunyaza, avec ou sans concoction, rien ne se passera ! Est-ce que cela fonctionne ? Le docteur Simba Kakongi Ali : «Je n'ai pas testé, donc je ne peux rien vous dire». Dusabe Vestine quant à elle, pense que 80 à 90% des Rwandaises sont capables de réagir de la sorte face à un Kunyaza. Dusabe Vestine ? C'est une animatrice très populaire au Rwanda. Elle tient l'émission de radio Zirara Zubakwa dans laquelle elle aborde régulièrement le sujet. «Sachez que Dieu nous a donné cet océan à chacune d'entre nous», a envoyé un jour une auditrice pendant son émission. Dusabe Vestine passe également dans les écoles et dans les villages pour sensibiliser les Rwandais à ce sujet. Pour elle, plus qu'une simple technique sexuelle, il s'agit véritablement pour les Rwandais de renouer avec leurs origines. Jugez par vous-même. Dans les salles de classes, elle commence toujours son discours par : «Je suis venue vous parler de la culture rwandaise...».

# Poutine remporte une victoire sur l'Occident qui subit un revers

**E**n une seule semaine, Donald Trump et Vladimir Poutine ont pu être en mesure d'établir l'équilibre des pouvoirs sur le tableau de la politique internationale.

Tout cela a commencé le 12 février avec un appel selon lequel les deux dirigeants feraient des compromis pour rétablir les relations bilatérales et trouver une solution à la guerre en Ukraine il y a trois ans après l'invasion russe.

Le monde est-il à la veille d'un nouvel ordre mondial? Il est à se demander ce qu'il s'est passé lors de l'une des semaines les plus cruciales depuis le début de



À Riyad, le secrétaire d'État américain Marco Rubio, et son homologue russe Sergueï Lavrov s'entendent pour nommer des négociateurs pour le règlement du conflit en Ukraine. DR.

l'invasion russe en Ukraine en février 2022.

## L'APPEL.

Le 12 février 2025, Trump et Poutine ont parlé au téléphone pendant 90', lors

du premier contact direct en trois ans entre les dirigeants des pays les plus puissants. « Nous sommes en accord avec le lancement de négociations immédiates pour mettre fin

au conflit en Ukraine. Nous travaillons ensemble, nous devons faire attention pour « détenir les millions de morts qui sont survenues dans la guerre », a affirmé Trump lors de l'ap-

pel. Pour l'Ukraine, le 12 février fut « un jour difficile où elle est confrontée à une réalité nouvelle et non désirée », a analysé Frank Gardner, un correspondant de sécurité. Juste après son appel à Poutine, le président américain a eu une conversation avec Zelensky, qui l'a qualifié de « très bonne », et a assuré que les dirigeants des deux parties en conflit combattaient pour la paix. Il a également affirmé qu'il n'était pas « pratique » que l'Ukraine soit membre de l'OTAN, un des objectifs de Zelensky. Et, le même jour, le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a déclaré que pour Kiev « retourner aux frontières qui étaient avant 2014 est un objectif peu réaliste ».

Beaucoup interprètent ces affirmations comme un tour de Washington favorable aux aspirations territoriales de la Russie, qui maintient l'invasion d'une partie de l'Ukraine plus grande. « Avec la Russie qui avance dans les champs de bataille de l'Ukraine, c'est le moment le plus difficile où Zelensky a été confronté aux premiers mois obscurs et désespérés de la guerre, lorsque l'Ukraine s'est battue contre l'attaque de la Russie », selon un rédacteur international. L'engagement entre Trump et Poutine a également été alarmé par les pays européens, qui ont été exclus des conversations pour finir la guerre et commencer à sentir

la rupture avec les États-Unis, jusqu'à ce qu'ils soient liés de manière inconditionnelle et socialement principale dans l'OTAN.

Après avoir confirmé que les initiateurs de la réunion au Riyad l'avaient fait rêver, Zelensky était enthousiasmé par le fait qu'« il ne pouvait pas avoir de discussions sur la fin de la guerre d'Ukraine sans Ukraine ». Les délégations des États-Unis et de la Russie se sont réunies mardi 18 février à Riyad (Arabie Saoudite) pour entamer des conversations sur la fin de la guerre en Ukraine et normaliser leurs relations bilatérales. C'est la première rencontre officielle entre des représentants de Moscou et de Washington depuis que Vladimir Poutine a lancé l'appel « Opération militaire spéciale » pour envahir l'Ukraine le 24 février 2022.

Les deux parties, dirigées respectivement par le secrétaire de l'État américain Marco Rubio, et le ministre des Relations extérieures russe, Sergueï Lavrov, ont désigné des équipes de négociation de haut niveau avec l'objectif de parvenir à une paix « durable et stable ». « Lors de la rencontre, nous avons fait en sorte que nous ayons une bonne compréhension et que nous puissions travailler au rétablissement mutuel de nos ambassadeurs, ce qui constitue une étape décisive pour la normalisation des relations diplomatiques ». Cependant, en Europe, cela a été perçu comme un signe de l'alignement des États-Unis sur les intérêts russes, qui sont directement opposés à ceux de l'OTAN, dirigé par les États-Unis eux-mêmes et dont dépend la sécurité du vieux continent. Pour certains analystes, la Russie a remporté à Riyad une victoire sur l'Occident, qui a subi un revers dans sa stratégie d'isolement international. « La vue de hauts représentants russes et américains assis à nouveau autour d'une grande table en bois est extraordi-

naire dans le climat actuel et probablement très difficile à digérer pour beaucoup, en particulier les Ukrainiens », selon une journaliste. Et c'est « exactement l'image que Moscou souhaitait » car « il ne s'agit pas d'une Russie vaincue forcée de s'asseoir à la table des négociations ; il s'agit plutôt des États-Unis invitant l'agresseur à fixer ses conditions ». Les relations entre les États-Unis d'Amérique et l'Ukraine, un élément clé au cœur de la géopolitique mondiale, sont passées d'une alliance stratégique à une quasi-explosion ces derniers jours avec une confrontation verbale inhabituelle entre leurs présidents. Lorsqu'un journaliste a demandé à Trump après la rencontre de Riyad quel était son message aux Ukrainiens qui pourraient se sentir trahis, le président américain a répondu en accusant Kiev d'avoir déclenché la guerre et de ne pas avoir négocié de solution au cours des trois ans et demi écoulés. En plus de fragmenter l'alliance occidentale et de saper les efforts visant à contrer l'agression russe, certains craignent que la rupture entre Trump et Zelensky ne donne à Poutine la confiance nécessaire pour intensifier ses actions militaires en Europe de l'Est. Vitaliy Shevchenko, journaliste spécialiste de la Russie estime qu'il est « extraordinaire de constater à quel point la rhétorique américaine sur l'Ukraine correspond désormais à celle de la Russie et diverge de celle de l'Europe, de l'OTAN et de l'Ukraine ». « J'entends ces propos depuis des années de la part des commentateurs les plus anti-occidentaux de la télévision d'État russe. Les entendre de la bouche d'un président américain dans l'une des heures les plus sombres de son histoire équivaut à une trahison pour les Ukrainiens », a-t-il ajouté. « Moscou sait que c'est sans précédent dans l'histoire récente et s'en réjouit clairement », a-t-il déclaré.

avec AGENCES ■

## L'iphone 16e diversement accueilli

**A**pple a annoncé un nouvel iPhone doté de fonctions d'intelligence artificielle, IA, à un prix inférieur à celui de ses téléphones phares. L'iPhone 16e est doté du même processeur que l'iPhone 16, plus grand avec des options de stockage similaires, mais avec des spécifications moindres, notamment moins d'appareils photo.

Apple a du mal à trouver un nouveau produit qui séduise les consommateurs - les ventes d'iphones ont chuté à la fin de l'année dernière. La société espère que l'intégration de fonctionnalités d'IA améliorées dans un téléphone moins cher permettra de remédier à cette situation, mais les analystes se sont montrés prudents quant à l'augmentation des ventes qu'apportent de tels outils. Son nom est clairement un clin d'œil à la série des iPhone SE, qui ont été commercialisés de 2016 à 2022, et dont le prix était éga-

lement plus bas. Apple a indiqué que l'iPhone 16e serait disponible en précommande à partir du 21 février dans 59 pays. Il sera lancé au Royaume-Uni au prix de 599 £, soit 200 £ de moins que l'iPhone 16 - mais plus du double du prix de l'iPhone SE original lors de son lancement en 2016. « Il devient maintenant l'un des iPhones puissants les plus abordables sur le marché », a déclaré Paolo Pescatore, analyste de l'industrie.

## APPLE INTELLIGENCE.

« Cette décision devrait contribuer à accélérer l'adoption de l'iPhone SE, et notamment son entrée dans l'IA avec Apple Intelligence ». Toutefois, d'autres experts se sont interrogés sur la valeur que les consommateurs accordent à l'IA, un domaine dans lequel Apple a dépensé 189 milliards de \$US au cours de la dernière décennie. « Tout ce que nous avons à montrer pour cela, c'est le HomePod et des lunettes de ski à 3.500 \$US », a déclaré Cory Johnson, stratège en chef du

marché chez Epistrophe Capital Research, faisant référence au casque Vision Pro d'Apple, qui ne s'est pas vendu à beaucoup d'unités. « L'IA devrait être dans les cordes d'Apple. Mais les fans, les fangirls et les investisseurs d'Apple ont raison d'être déçus jusqu'à présent », a ajouté M. Johnson. Une grande partie des discussions autour du nouveau téléphone portera probablement sur sa puissance, Apple ayant choisi d'utiliser la même puce A18 que pour ses appareils plus coûteux. Cela signifie que le 16e sera capable de jouer aux mêmes jeux et d'exécuter les mêmes applications que les autres iPhones, même si l'IA est probablement au cœur de cette décision. Tim Cook, le patron d'Apple, a déclaré lors de l'annonce que le nouveau modèle offrait « les performances, l'intelligence et la confidentialité » que les fans d'Apple « attendent » de l'entreprise. Il a ajouté que les fonctionnalités d'Apple Intelligence de l'appareil « vous aideront à gagner du

temps, à accomplir rapidement davantage de tâches et à vous exprimer d'une nouvelle manière ». L'entreprise a présenté sa version de la technologie - Apple Intelligence - avec cette série d'appareils, qui comprend de nouveaux outils d'écriture et l'intégration du chatbot ChatGPT d'OpenAI dans Siri. Les choses ne se sont pas toujours bien passées, l'entreprise ayant même suspendu ses alertes d'actualité générées par l'IA après qu'elles aient créé de faux titres attribués à des organismes d'information. Apple a déclaré que son nouveau téléphone était « conçu pour l'intelligence Apple », et a mis en avant certaines fonctionnalités de la technologie, comme un moyen facile de nettoyer les photos ou de rechercher dans votre bibliothèque d'images. D'autres fabricants proposent des fonctions similaires sur leurs appareils, mais l'iPhone 16e sera de loin le moyen le moins cher d'accéder à l'IA sur un appareil Apple.

avec AGENCES ■

# Zelensky s'est perdu

**I**ls ne s'entendent plus. Entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, rien ne va plus. La joute verbale entre les deux hommes a franchi plusieurs étapes mercredi 19 février. En réponse aux mots du président ukrainien qui estime que le Président conservateur américain « vit dans un espace de désinformation russe », Donald Trump a cogné fort qualifiant son homologue ukrainien de « dictateur sans élections », l'attaquant sur sa popularité et sur des détournements de fonds américains.

Les attaques se sont durcies encore un peu plus. Les rapports, tendus depuis que les États-Unis ont amorcé un rapprochement avec la Russie en vue de discussions pour mettre un terme à la guerre en Ukraine - manœuvre diplomatique dont l'Ukraine et l'Europe sont pour l'instant écartées - deviennent même exécrables. Mercredi 19 février, depuis sa résidence floridienne de Mar-a-Lago, Donald Trump avait déjà adressé un commentaire sec à Volodymyr Zelensky. Alors que le président ukrainien a déclaré que Donald Trump « vit dans un espace de désinformation russe », en plus de dénoncer des « pourparlers sur l'Ukraine sans l'Ukraine », Trump a confié sa déception et fustigé l'absence de discussions de paix au cours des trois dernières années. « Vous n'auriez jamais dû commencer (la guerre) », a-t-il lancé. Et quelques heures plus tard, toujours ce mercredi 19 février, Donald Trump a été encore plus rude à propos de Volodymyr Zelensky dans des messages postés sur Internet. Via sa plate-forme Truth Social, le président américain a attaqué le président ukrainien, « un dictateur sans élections ». « Zelensky devrait se dépêcher ou il ne va pas lui rester de pays », a écrit Trump, qui « adore l'Ukraine, mais Zelensky a fait un boulot épouvantable ». C'est une critique récurrente ces derniers jours chez le successeur de



À Kiev, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, s'est entretenu le 12 février avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky sur le sous-sol ukrainien et les terres rares. DR.

Joe Biden : Donald Trump déplore l'absence d'élections en Ukraine depuis le début de l'invasion russe. Le mandat de Volodymyr Zelensky, commencé en mai 2019, aurait dû expirer en mai 2024, mais en raison de la guerre et la loi martiale, aucun scrutin n'a pu se tenir. Donald Trump a aussi égratigné Volodymyr Zelensky sur sa prétendue dépendance à la puissance américaine : « Réfléchissez-y, un comédien au succès modeste, Volodymyr Zelensky, a persuadé les États-Unis d'Amérique de dépenser 350 milliards de \$US pour s'engager dans une guerre qui ne pouvait pas être gagnée, qui n'aurait jamais dû commencer, mais une guerre qu'il, sans les États-Unis et « TRUMP », ne pourra jamais régler ».

#### IL TANCE ZELENSKY.

Selon Donald Trump, Volodymyr Zelensky aurait « admis » que la moitié de l'aide fournie par les États-Unis à Kiev avait disparu. Et le président ukrainien refuserait de « tenir des élections » car il serait « très bas dans les sondages ukrainiens ». « La seule chose à laquelle il était bon a été de mener Joe Biden à la baguette », a-t-il encore attaqué. La veille, mardi 18 février, Trump avait affirmé que la cote de popularité de Zelensky était de 4%. « Une chose que tout le monde l'admet : seuls « TRUMP »

et l'administration Trump peuvent » parvenir à négocier avec la Russie pour mettre fin à la guerre, a encore martelé le président, investi il y a presque un mois. De son côté, Vladimir Poutine a loué la reprise du dialogue russo-américain. S'exprimant à la télévision russe, le maître du Kremlin a dit « évaluer positivement » les discussions de mardi en Arabie Saoudite entre les chefs des diplomaties russe et américaine, Sergueï Lavrov et Marco Rubio, se félicitant d'un « premier pas ». « Sans renforcer le niveau de confiance entre la Russie et les États-Unis, il est impossible de résoudre de nombreux problèmes, y compris la crise ukrainienne », a-t-il prôné. Le président russe a jugé que l'équipe envoyée par Donald Trump était « ouverte au processus de négociation » et a accusé les Ukrainiens et les Européens d'être opposés à des pourparlers. « Je rencontrerais avec plaisir Donald (...). Et je pense que lui aussi », a-t-il ajouté, précisant toutefois ne pas pouvoir dire d'ici combien de temps une telle rencontre pourrait être organisée. Cette cascade de propos méprisants et de menaces du président américain tient, en grande partie, au sous-sol ukrainien : le président ukrainien a refusé de signer un projet d'accord sur ces

minéraux, un affront pour la Maison Blanche. La scène, racontée par une source bien informée, est d'une violence symbolique rare. Elle dit le basculement provoqué par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Arrivé à Kiev par train, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, s'est entretenu le 12 février avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. L'invité venait pour un diktat, un court document en main. Soit son hôte signait sur-le-champ un projet d'accord sur les minéraux stratégiques ukrainiens - autrement dit, les terres rares -, en rétrocedant la moitié aux États-Unis, soit Washington, selon Scott Bessent, mettait un terme au soutien économique et militaire à l'Ukraine, en cours depuis trois ans. Ces terres rares, tant convoitées, regorgent de lithium pour les batteries de téléphone, d'uranium pour faire tourner les centrales nucléaires, de graphite pour les batteries de voiture électrique ou encore de titane, prisé dans le secteur aérospatial. À cela s'ajoutent du pétrole et du gaz. Le potentiel d'exploitation de ces richesses est très théorique à ce stade, pour des raisons de sécurité et de capacités industrielles. Mais il suscite l'intérêt pressant de la Maison Blanche, d'autant que Volodymyr Zelensky a lui-même

suggéré, à l'automne, une exploitation commune. En Allemagne, on s'insurge face aux propos « absurdes » de Trump. La sortie au vitriol du président américain ne passe pas à Berlin. Annalena Baerbock, la ministre des Affaires étrangères allemande, a qualifié les propos du président américain de « complètement absurdes ». « Si l'on ne fait que tweeter rapidement, mais que l'on voit le monde réel, alors on sait qui, en Europe, doit malheureusement vivre sous des conditions dictatoriales : les habitants de Russie, les habitants de Biélorussie », a-t-elle déclaré à la télévision publique ZDF. avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP  
RCCM  
KIN/RCCM/15-A-27926  
Id. Nat.  
01-93-N00932M

Le Soft International  
Global site  
lesoftonline.net  
lesoft.be  
Kin's  
kin-s.net  
LeSoftConcept  
LeWebSoftConstruct  
InterCongoPrinters  
RadioTéléAction  
Masimanimba.  
Grand Bandundu  
info@lesoft.be  
SIP-AFRIMAGES  
B-1410 Belgique.  
Tél 00-32-488205666.  
Fax 00-322-3548978.  
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.  
Yerkis Muzama Muzinga.  
Phone +243-818371479.

Directeur associé  
Yves Soda.

RÉDACTION.  
T. Matotu  
D. Dadei  
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.  
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.  
Mankana Makasi.  
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.  
© Copyright 2025 FINPRESS.  
Imprimé à Kinshasa  
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.  
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

